

**ARCHIVES HISTORIQUES
DE LA COMMISSION**

**COLLECTION RELIEE DES
DOCUMENTS "COM"**

COM (89)277

Vol. 1989/0095

Disclaimer

Conformément au règlement (CEE, Euratom) n° 354/83 du Conseil du 1er février 1983 concernant l'ouverture au public des archives historiques de la Communauté économique européenne et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (JO L 43 du 15.2.1983, p. 1) modifié en dernier lieu par le règlement (UE) 2015/496 du Conseil du 17 mars 2015 (JO L 79 du 25. 3.2015, p. 1), ce dossier est ouvert au public. Le cas échéant, les documents classifiés présents dans ce dossier ont été déclassifiés conformément à l'article 5 dudit règlement ou sont considérés déclassifiés conformément aux articles 26(3) et 59(2) de la décision (UE, Euratom) 2015/444 de la Commission du 13 mars 2015 concernant les règles de sécurité aux fins de la protection des informations classifiées de l'Union européenne.

In accordance with Council Regulation (EEC, Euratom) No 354/83 of 1 February 1983 concerning the opening to the public of the historical archives of the European Economic Community and the European Atomic Energy Community (OJ L 43, 15.2.1983, p. 1), as last amended by Council Regulation (EU) 2015/496 of 17 March 2015 (OJ L 79, 27.3.2015, p. 1), this file is open to the public. Where necessary, classified documents in this file have been declassified in conformity with Article 5 of the aforementioned regulation or are considered declassified in conformity with Articles (26.3) and 59(2) of the Commission Decision (EU, Euratom) 2015/444 of 13 March 2015 on the security rules for protecting EU classified information.

In Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG, Euratom) Nr. 354/83 des Rates vom 1. Februar 1983 über die Freigabe der historischen Archive der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Europäischen Atomgemeinschaft (ABl. L 43 vom 15.2.1983, S. 1), zuletzt geändert durch die Verordnung (EU) Nr. 2015/496 vom 17. März 2015 (ABl. L 79 vom 25.3.2015, S. 1), ist dieser Akt der Öffentlichkeit zugänglich. Soweit erforderlich, wurden die Verschlussachen in diesem Akt in Übereinstimmung mit Artikel 5 der genannten Verordnung freigegeben; beziehungsweise werden sie auf Grundlage von Artikel 26(3) und 59(2) der Entscheidung der Kommission (EU, Euratom) 2015/444 vom 13. März 2015 über die Sicherheitsvorschriften für den Schutz von EU-Verschlussachen als herabgestuft angesehen.

Bruxelles, le1^{er} juin 1989.....

COM(89) 277

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

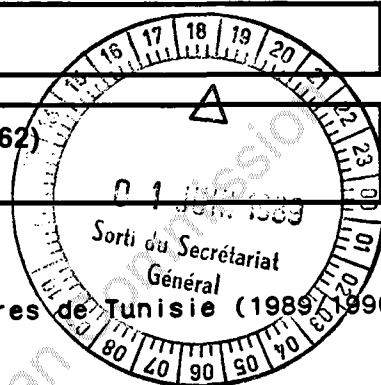
PROCEDURE ECRITE N°

E/642/89

Délai:

VENDREDI 9 JUIN 1989 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101



Objet : Contingents tarifaires communautaires
- vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/1990)

Proposition de Mme SCRIVENER

Décision proposée :

approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/1990);

. accompagné d'un exposé des motifs.

Commentaire :

Ce projet vise l'ouverture dudit contingent tarifaire communautaire pour la période allant du 1^{er} novembre 1989 au 31 décembre 1990.

Les incidences financières sont indiquées dans la fiche d'accompagnement.

D.F. WILLIAMSON
Secrétaire Général

Copie : MM. VILAR, KRENZLER, LEGRAS, MINGASSON, MAYHEW, DEWOST

p.l. : M. de MOOR

mp

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG XXI/A/2

Services associés
pour accord

DG I : accord
DG VI : accord
DG XIX : accord
DG XXIII : accord

Pour avis

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

Langue originale : FR

Consultation du Parlement européen :

facultative et non souhaitée. Le service responsable suggère de ne pas y recourir, compte tenu de l'importance mineure

Consultation du Comité économique et social : idem

Le document est disponible au Secrétariat général (BERL 11/101) pour consultation dans toutes les langues officielles.

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/90)
4. Objectif : Exécution d'une obligation contractuelle (accord CEE/Tunisie)
5. Mode de calcul :

Codes NC : ex 2204 21 25; ex 29; ex 35 et ex 39
Volume du contingent : 58 333 hl (14 mois)
Droit à appliquer : exemption
Droit du T.D.C. : 14,5 et 16,9 ECU/HL
6. Perte de recettes : 845 828 ECU

Un même contingent tarifaire a été ouvert pour l'exercice 1988/89 et une perte de recettes de 725 000 ECU a été inscrite.

$2205.19 \rightarrow 7\,793\text{ hl} \rightarrow 14,5\text{ ECU/hl}$

$50\,000 \times 14,5 = 725\,000\text{ ECU}$

$50\,000 + (2/12) \times 8\,333 \Rightarrow 58\,333\text{ ECU}$

$58\,333 \times 14,5 = 845\,828\text{ ECU}$

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

Les mesures tarifaires doivent entrer en vigueur le 1er novembre 1989
(obligation découlant d'un accord).

La publication au Journal Officiel doit être effectuée huit semaines
avant cette date.

Date préconisée pour :

La décision du Conseil : Août 1989.

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COMMUNICATION A LA COMMISSION

Il est proposé à la Commission d'approuver et de transmettre au Conseil la proposition de règlement ci-annexée portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie.

La présente proposition vise le renouvellement d'un contingent tarifaire contenu dans l'accord de coopération CEE/Tunisie, pour la période du 1er novembre 1989 au 31 décembre 1990.

Historical Archives of the European Commission

C O M M I S S I O N D E S C O M M U N A U T E S E U R O P E E N N E S

Direction générale
Union douanière et
Fiscalité indirecte

XXI/A/2

XXI/537/89- FR

Proposition de
REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant ouverture et mode de gestion d'un
contingent tarifaire communautaire de certains vins
d'appellation d'origine, originaires de Tunisie
(1989/1990)

1. Le protocole additionnel de l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République tunisienne, prévoit en son article 3, l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire annuel de 50.000 hectolitres en vue de l'importation, en exemption de droits, dans la Communauté, de certains vins d'appellation d'origine, relevant des codes NC ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 et ex 2204 21 39, originaires de la Tunisie. Ces vins doivent être présentés en récipients contenant deux litres ou moins.

Toutefois, en vertu des dispositions d'une déclaration commune des parties contractantes faisant partie intégrante dudit protocole, la comptabilisation des quantités de produits en question soumis à des limites quantitatives doit débiter le 1er janvier de chaque année. Par conséquent il convient d'ouvrir le contingent en cause pour la période du 1er novembre 1989 au 31 décembre 1990 (14 mois) et d'adapter en conséquence le volume contingentaire qui, en application de la clause pro rata temporis, doit être fixé à 58 333 hl.

2. Le règlement (CEE) no. 2573/87 du Conseil, du 11 août 1987, fixant le régime applicable aux échanges de l'Espagne et du Portugal avec l'Algérie, l'Egypte, la Jordanie, le Liban, la Tunisie et la Turquie prévoit que l'Espagne,

S'applique, dès son entrée en vigueur, un droit réduisant l'écart entre le taux de droit de base et le taux du droit préférentiel tandis que le Portugal diffère, jusqu'au début de la deuxième étape, l'application du régime préférentiel pour les produits en question.

3. Dans le cas présent, il est proposé d'affecter la totalité des volumes contingentaires à la constitution d'une réserve communautaire, à laquelle auront accès tous les Etats membres selon la procédure prévue à l'article 3 du règlement proposé.

Tel est l'objet de la proposition ci-annexée.

Proposition de
RÈGLEMENT (CEE) N° / 89 DU CONSEIL
du

portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire
communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie
(1989/1990)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 113,

vu la proposition de la Commission,

considérant que le protocole additionnel à l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République tunisienne⁽¹⁾, prévoit en son article 3 que certains vins d'appellation d'origine, relevant des codes NC ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 et ex 2204 21 39, originaires de Tunisie, spécifiés dans l'accord sous forme d'échange de lettres et provenant des récoltes obtenues à partir de la récolte de 1977 sont exempts des droits de douane à l'importation dans la Communauté dans la limite d'un contingent tarifaire communautaire annuel de 50 000 hectolitres ;

considérant que, en vertu des dispositions d'une déclaration commune des parties contractantes faisant partie intégrante dudit protocole, la comptabilisation des quantités des produits en question doit débuter le 1er janvier de chaque année ; que pour tenir cet engagement il convient d'ouvrir le contingent en cause pour la période du 1er novembre 1989 au 31 décembre 1990 à concurrence d'une quantité qui en application de la clause pro rata temporis, doit être fixée à 58 333 hl ;

considérant que ces vins doivent être présentés en récipients contenant deux litres ou moins ; qu'ils doivent être accompagnés soit d'un certificat d'appellation d'origine conforme au modèle figurant à l'annexe D de l'accord précité, soit, à titre dérogatoire, d'un document V I 1 ou d'un extrait V I 2 annoté conformément à l'article 9 du règlement (CEE) n° 3590/85⁽²⁾

considérant que les vins en question sont soumis au respect du prix franco frontière de référence ; que, afin que ces vins puissent bénéficier du contingent tarifaire, l'article 54 du règlement (CEE) n° 822/87⁽³⁾ doit être respecté ;

considérant que le règlement (CEE) n° 2573/87 du Conseil, du 11 août 1987, fixant le régime applicable aux échanges de l'Espagne et du Portugal avec l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Tunisie et la Turquie⁽⁴⁾

prévoit le royaume d'Espagne applique, dès l'entrée en vigueur de ce règlement, un droit réduisant l'écart entre le taux de droit de base et le taux du droit préférentiel tandis que la République portugaise diffère, jusqu'au début de la deuxième étape, l'application du régime préférentiel pour les produits en question ; que, dès lors, le présent règlement s'applique à la Communauté à l'exception du Portugal ;

considérant qu'il y a lieu de garantir, notamment, l'accès égal et continu de tous les importateurs de la Communauté audit contingent et l'application, sans interruption, du taux prévu pour ce contingent à toutes les importations du produit en question dans tous les États membres jusqu'à épuisement du contingent ; qu'il convient de ne pas prévoir de répartition entre les États membres, sans préjudice du tirage, sur le volume contingentaire, des quantités qui correspondent à leurs besoins dans des conditions et selon une procédure à déterminer ; que ce mode de gestion requiert une collaboration étroite entre les États membres et la Commission, laquelle doit notamment pouvoir suivre l'état d'épuisement du volume contingentaire et en informer les États membres ;

considérant que, le royaume de Belgique, le royaume des Pays-Bas et le grand-duché du Luxembourg étant réunis et représentés par l'union économique Benelux, toute opération relative à la gestion des tirages prélevés par ladite union économique peut être effectuée par l'un de ses membres.

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT :

⁽¹⁾ JO n° L 297 du 21. 10. 1987, p. 36.

⁽²⁾ JO n° L 343 du 20. 12. 1985, p. 20.

⁽³⁾ JO n° L 84 du 7. 3. 1987, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 250 du 1. 9. 1987, p. 1.

Article premier

1. Pendant la période allant du 1^{er} novembre 1989 au 31 décembre 1990, le droit de douane applicable à l'importation dans la Communauté à l'exception du Portugal, pour les produits désignés ci-après, est suspendu au niveau et dans la limite d'un contingent tarifaire communautaire indiqués en regard :

Numéro d'ordre	Code NC	Désignation des marchandises	Volume du contingent (en hectolitres)	Droit contingentaire (en %)
09.1206	ex 2204 21 25 ex 2204 21 29 ex 2204 21 35 ex 2204 21 39	— Vins d'appellation d'origine, portant les noms suivants : Coteaux de Teboura, Coteaux d'Utique, Sidi-Salem, Kelibia, Thibar, Mornag, grand cru Mornag, ayant un titre alcoométrique acquis de 15 % vol ou moins et présentés en récipients contenant deux litres ou moins, originaires de Tunisie	58 333	exemption

Dans la limite de ce contingent tarifaire, le royaume d'Espagne applique les droits de douane calculés conformément aux dispositions fixées en la matière par le règlement (CEE) n° 2573/87.

2. Sont admis au bénéfice du contingent tarifaire visé au paragraphe 1 les vins produits à partir de la récolte de 1977.

3. Les vins en question sont soumis au respect du prix franco frontière de référence.

Pour que ces vins puissent bénéficier de ce contingent tarifaire, l'article 54 du règlement (CEE) n° 822/87 doit être respecté.

4. À l'importation, chacun de ces vins doit être accompagné soit d'un certificat d'appellation d'origine émis par l'autorité tunisienne compétente conformément au modèle annexé au présent règlement, et attestant, dans la rubrique n° 16, que ces vins proviennent des récoltes obtenues à partir de la récolte de 1977, soit d'un document V I 1 ou d'un extrait V I 2 annoté conformément à l'article 9 du règlement (CEE) n° 3590/85.

Article 2

Le contingent tarifaire visé à l'article 1^{er} est géré par la Commission, qui peut prendre toute mesure administrative utile en vue d'en assurer une gestion efficace.

Article 3

Si un importateur présente dans un État membre une déclaration de mise en libre pratique comprenant une demande du bénéfice préférentiel pour le produit visé par présent règlement, et si cette déclaration est acceptée par les autorités douanières, l'État membre concerné procède, par voie de notification à la Commission, à un tirage, sur le volume du contingent tarifaire, d'une quantité correspondant à ces besoins.

Les demandes de tirages avec indication de la date d'acceptation de ladite déclaration doivent être transmises à la Commission sans retard.

Les tirages sont accordés par la Commission en fonction de la date d'acceptation des déclarations de mise en libre pratique par les autorités douanières de l'État membre concerné, dans la mesure où le solde disponible le permet.

Si un État membre n'utilise pas les quantités tirées, il les reverse dès que possible dans le volume contingentaire.

Si les quantités demandées sont supérieures au solde disponible du contingent, l'attribution est faite au prorata des demandes. Les États membres sont informés par la Commission des tirages effectués.

Article 4

1. Les États membres prennent toutes dispositions utiles pour que les tirages qu'ils ont effectués en application de l'article 3 rendent possibles les imputations, sans discontinuité, sur le contingent communautaire.

2. Chaque État membre garantit aux importateurs du produit en question le libre accès au contingent tant que le solde du volume contingentaire le permet.

3. Les États membres procèdent à l'imputation des importations du produit en question sur leurs tirages au fur et à mesure que les produits sont présentés en douane sous le couvert de déclarations de mise en libre pratique.

4. L'état d'épuisement du contingent est constaté sur la base des importations imputées dans les conditions définies au paragraphe 3.

Article 5

Les États membres et la Commission collaborent étroitement afin d'assurer le respect du présent règlement.

Article 6

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} novembre 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil

Le président

ANNEXE

1. المصدر — Exporter — Exportateur :	2. الرقم — Number — Numéro :	00000
4. المرسل اليه — Consignee — Destinataire :	3. (Nom de l'organisme garantissant la dénomination d'origine)	
6. وسيلة النقل — Means of transport — Moyen de transport :	5. شهادة التسمية الاصلية CERTIFICATE OF DESIGNATION OF ORIGIN CERTIFICAT D'APPELLATION D'ORIGINE	
8. مكان الامراع — Place of unloading — Lieu de déchargement :	7. (Nom de la dénomination d'origine)	
9. الاشواخ والارقام ، عدد ونوع الطرود — Marks and numbers, number and kind of packages — Marques et numéros, nombre et nature des colis :	10. الوزن الحام Gross weight Poids brut	11. لترات Litres Litres
12. لترات (بالحروف) — Litres (in words) — Litres (en lettres) :		
13. تأشيرة الهيئة المرسله — Certificate of the issuing authority — Visa de l'organisme émetteur :		
14. تأشيرة الجمارك — Customs' stamp — Visa de la douane :	(See the translation under No 15 — Voir traduction au n° 15)	

15. We hereby certify that the wine described in this certificate is wine produced within the wine district of and is considered by Tunisian legislation as entitled to the designation of origin '.....'.
The alcohol added to this wine is alcohol of vinous origin.

Nous certifions que le vin décrit dans ce certificat a été produit dans la zone de et est reconnu, suivant la loi tunisienne, comme ayant droit à la dénomination d'origine « ».
L'alcool ajouté à ce vin est de l'alcool d'origine vinique.

16. (')

يحفظ بهذه الحاه لميات اخرى من الدولة المصدرة

(') Space reserved for additional details given in the exporting country.

(') Case réservée pour d'autres indications du pays exportateur.

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

PROCEDURE ECRITE N°

E/642/89

Délai:

VENDREDI 9 JUIN 1989 - 12 H

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tel. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Contingents tarifaires communautaires
- vins d'appellation d'origine originaires de Tunisie (1989/1990)

Proposition de Mme SCRIVENER

Décision proposée :

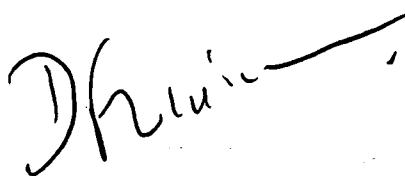
approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/1990);

. accompagné d'un exposé des motifs.

Commentaire :

Ce projet vise l'ouverture dudit contingent tarifaire communautaire pour la période allant du 1er novembre 1989 au 31 décembre 1990.

Les incidences financières sont indiquées dans la fiche d'accompagnement.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire Général

Copie : MM. VILAR, KRENZLER, LEGRAS, MINGASSON, MAYHEW, DEWOST

p.i. : M. de MOOR

mp

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG XXI/A/2

Services associés
pour accord

DG I : accord
DG VI : accord
DG XIX : accord
DG XXIII : accord

Pour avis

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

Langue originale : FR

Consultation du Parlement européen :

facultative et non souhaitée. Le service responsable suggère de ne pas y recourir, compte tenu de l'importance mineure

Consultation du Comité économique et social : Idem

Le document est disponible au Secrétariat général (BERL 11/101) pour consultation dans toutes les langues officielles.

FICHE FINANCIERE

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/90)
4. Objectif : Exécution d'une obligation contractuelle (accord CEE/Tunisie)

5. Mode de calcul :

Codes NC : ex 2204 21 25; ex 29; ex 35 et ex 39

Volume du contingent : 58 333 hl (14 mois)

Droit à appliquer : exemption

Droit du T.D.C. : 14,5 et 16,9 ECU/HL

6. Perte de recettes : 845 828 ECU

Un même contingent tarifaire a été ouvert pour l'exercice 1988/89 et une perte de recettes de 725 000 ECU a été inscrite.

$2205.19 \rightarrow 7\,793 \text{ hl} \rightarrow 14,5 \text{ ECU/hl}$

$50\,000 \times 14,5 = 725\,000 \text{ ECU}$

$50\,000 + (2/12) \times 8\,333 \Rightarrow 58\,333 \text{ ECU}$

$58\,333 \times 14,5 = 845\,828 \text{ ECU}$

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

Les mesures tarifaires doivent entrer en vigueur le 1er novembre 1989
(obligation découlant d'un accord).

La publication au Journal Officiel doit être effectuée huit semaines
avant cette date.

Date préconisée pour :

La décision du Conseil : Août 1989.

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

MITTEILUNG AN DIE KOMMISSION

Der Kommission wird vorgeschlagen, den Vorschlag der Verordnung im Anhang zur Eröffnung eines Gemeinschaftszollkontingentes für bestimmte Weine mit Ursprungsbezeichnung mit Ursprung in Tunesien zu billigen und dem Rat zu übermitteln.

Dieser Vorschlag dient der Erneuerung eines Zollkontingents, das im Kooperationsabkommen EWG/Tunesien enthalten ist, für den Zeitraum vom 1. November 1989 bis 31. Dezember 1990.

Historical Archives of the European Commission

KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

Zollunion und
Indirekte Steuern

XXI/A/2

XXI/537/89-DE

Vorschlag für eine
VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Eröffnung und Verwaltung eines Gemeinschaftszollkontingents für
bestimmte Weine mit Ursprungsbezeichnung mit Ursprung in Tunesien
(1989/1990)

BEGRÜNDUNG

1. In Artikel 3 des Zusatzprotokolls zum Kooperationsabkommen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Tunesischen Republik ist die Eröffnung eines jährlichen Gemeinschaftszollkontingents von 50 000 Hektoliter bestimmter Weine mit Ursprungsbezeichnung der KN Code ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 und ex 2204 21 39 mit Ursprung in Tunesien für die zollfreie Einfuhr in die Gemeinschaft vorgesehen. Diese Weine müssen in Behältnissen mit einem Inhalt von 2 Liter oder weniger gestellt werden. Aufgrund der Bestimmungen einer gemeinsamen Erklärung der Vertragspartner, die Bestandteil dieses Protokolls ist, muß die Buchung der Mengen dieser Waren, die mengenmäßigen Beschränkungen unterliegen, jährlich am 1. Januar beginnen. Deshalb ist das betreffende Kontingent vom 1. November 1989 bis 31. Dezember 1990 (14 Monate) zu eröffnen und die Kontingentsmenge entsprechend anzupassen. In Anwendung der pro-rata-temporis-Klausel ist sie auf 58 333 hl festzusetzen.
2. In der Verordnung (EWG) Nr. 2573/87 des Rates vom 11. August 1987 zur Regelung des Handels Spaniens und Portugals mit Ägypten, Algerien, Jordanien, Libanon, Tunesien und der Türkei ist vorgesehen, dass Spanien ab dem Tag des Inkrafttretens dieses Protokolls einen Zollsatz anwendet, durch den der Abstand zwischen dem Ausgangszollsatz und dem Präferenzzollsatz verringert wird, während Portugal bis zum Beginn der zweiten Phase die Anwendung der Präferenzregelung für die betreffenden Waren aussetzt.
3. In diesem Fall, wird vorgeschlagen, aus der gesamten Menge des Kontingents eine Gemeinschaftsreserve zu bilden, zu der alle Mitgliedstaaten nach dem Verfahren gemäß Artikel 3 der vorgeschlagenen Verordnung Zugang haben.

Dies ist Gegenstand des im Anhang aufgeführten Vorschlags.

ANHANG : Vorschlag für eine Verordnung

VERORDNUNG (EWG) Nr. / DES RATES

vom

zur Eröffnung, Aufteilung und Verwaltung eines Gemeinschaftszollkontingents
für bestimmte Weine mit Ursprungsbezeichnung mit Ursprung in Tunesien
(1989/90)

DER RAT DER EUROPÄISCHEN
GEMEINSCHAFTEN —

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen
Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 113,

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe :

In Artikel 3 des Zusatzprotokolls zum Kooperationsabkommen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Tunesischen Republik ⁽¹⁾ ist vorgesehen, daß bestimmte Weine mit Ursprungsbezeichnung der KN-Codes ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 und ex 2204 21 39 mit Ursprung in Tunesien, die in dem Abkommen in Form von Briefwechseln aufgeführt sind und aus Ernten ab dem Jahr 1977 stammen, im Rahmen eines jährlichen Gemeinschaftszollkontingents in Höhe von 50 000 Hektoliter zollfrei in die Gemeinschaft eingeführt werden können.

Aufgrund der Bestimmungen einer gemeinsamen Erklärung der Vertragspartner, die Bestandteile dieses Protokolls ist, muß die Buchung der Mengen dieser Waren, die mengenmäßigen Beschränkungen unterliegen, jährlich am 1. Januar beginnen. Um dieser Vereinbarung Rechnung zu tragen, ist das betreffende Kontingent für den Zeitraum vom 1. November 1989 bis 31. Dezember 1990 bei Anwendung der pro-rata-temporis-Klausel in Höhe von 58 333 hl zu eröffnen.

Diese Weine müssen in Behältnissen mit einem Inhalt von 2 Liter oder weniger gestellt werden. Es muß ihnen eine Bescheinigung der Ursprungsbezeichnung nach dem Muster in Anhang D des genannten Abkommens oder in bestimmten Fällen ein Dokument V I 1 oder ein mit Anmerkungen entsprechend Artikel 9 der Verordnung (EWG) Nr. 3590/85 ⁽²⁾ versehener Auszug V I 2 beigelegt sein.

Für die Weine gilt der Frei-Grenze-Referenzpreis. Damit für sie das Zollkontingent in Anspruch genommen werden kann, ist Artikel 54 der Verordnung (EWG) Nr. 822/87 ⁽³⁾ einzuhalten.

In der Verordnung (EWG) Nr. 2573/87 des Rates vom 11. August 1987 zur Regelung des Handels Spaniens und Portugals mit Ägypten, Algerien, Jordanien, Libanon, Tunesien und der Türkei ⁽⁴⁾ ist vorgesehen, daß das Königreich Spanien ab Inkrafttreten der Verordnung einen Zollsatz anwendet, durch den der Abstand zwischen

dem Ausgangszollsatz und dem Präferenzzollsatz verringert wird, während die Portugiesische Republik bis zu Beginn der zweiten Phase die Anwendung der Präferenzregelung für diese Waren aussetzt. Die vorliegende Verordnung gilt also für die Gemeinschaft mit Ausnahme Portugals.

Es ist vor allem sicherzustellen, daß alle Importeure der Gemeinschaft gleichen und kontinuierlichen Zugang zu

diesem Kontingent haben und daß der vorgesehene Kontingentszollsatz fortlaufend auf sämtliche Einfuhren der betreffenden Ware in allen Mitgliedstaaten bis zur Ausschöpfung des Kontingents angewandt wird. Es sollte keine Aufteilung zwischen den Mitgliedstaaten vorgesehen werden, unbeschadet der Möglichkeit, unter noch festzulegenden Bedingungen und nach einem noch zu bestimmenden Verfahren Ziehungen von ihrem Bedarf entsprechenden Mengen aus dem Kontingent vorzunehmen. Diese Art der Verwaltung erfordert eine enge Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten und der Kommission, die vor allem die Möglichkeit haben muß, den Stand der Ausnutzung der Kontingentsmengen zu verfolgen, und die die Mitgliedstaaten davon unterrichten muß.

Da sich das Königreich Belgien, das Königreich der Niederlande und das Großherzogtum Luxemburg zu der Wirtschaftsunion Benelux zusammengeschlossen haben und durch diese vertreten werden, kann jede Maßnahme im Zusammenhang mit der Verwaltung der von dieser Wirtschaftsunion gezogenen Quoten durch eines ihrer Mitglieder vorgenommen werden —

⁽¹⁾ ABl. Nr. L 297 vom 21. 10. 1987, S. 36.

⁽²⁾ ABl. Nr. L 343 vom 20. 12. 1985, S. 20.

⁽³⁾ ABl. Nr. L 84 vom 7. 3. 1987, S. 1.

⁽⁴⁾ ABl. Nr. L 250 vom 1. 9. 1987, S. 1.

Artikel 1

(1) Vom 1. November 1989 bis zum 31. Dezember 1990 wird der Zollsatz bei der Einfuhr in die Gemeinschaft mit Ausnahme Portugals für die nachstehend genannten Waren im Rahmen des angegebenen Gemeinschaftszollkontingents wie folgt ausgesetzt :

Laufende Nummer	KN-Code	Warenbezeichnung	Kontingentsmenge (in hl)	Kontingentszollsatz (in %)
09.1206	ex 2204 21 25 ex 2204 21 29 ex 2204 21 35 ex 2204 21 39	— Weine mit Ursprungsbezeichnung folgender Namen : Coteaux de Teboura, Coteaux d'Utique, Sidi-Salem, Kelibia, Thibar, Mornag, Grand cru Mornag, mit einem vorhandenen Alkoholgehalt von 15 % vol oder weniger, in Behältnissen mit einem Inhalt von zwei Litern oder weniger, mit Ursprung in Tunesien	58 333	frei

Im Rahmen dieses Zollkontingents wendet das Königreich Spanien die Zollsätze an, die gemäß den diesbezüglichen Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 2573/87 berechnet werden.

(2) Das Zollkontingent nach Absatz 1 kann für Weine ab der Ernte 1977 in Anspruch genommen werden.

(3) Diese Weine sind der Einhaltung des Frei-Grenze-Referenzpreises unterworfen.

Damit für diese Weine das Zollkontingent in Anspruch genommen werden kann muß Artikel 54 der Verordnung (EWG) Nr. 822/87 erfüllt sein.

(4) Jedem dieser Weine muß bei der Einfuhr entweder eine von der zuständigen tunesischen Behörde erteilte Bescheinigung der Ursprungsbezeichnung nach dem im Anhang enthaltenen Muster, in der in Feld 16 von dieser Behörde bescheinigt wird, daß es sich um Weine ab der Ernte 1977 handelt oder ein Dokument V I 1 oder ein mit Anmerkungen gemäß Artikel 9 der Verordnung (EWG) Nr. 3590/85 versehener Auszug V I 2 beigelegt sein.

Artikel 2

Das Zollkontingent gemäß Artikel 1 wird von der Kommission verwaltet, die alle zur wirksamen Verwaltung erforderlichen Maßnahmen treffen kann.

Artikel 3

Legt ein Importeur in einem Mitgliedstaat eine Anmeldung zur Abfertigung zum zollrechtlich freien Verkehr vor, die einen Antrag auf Gewährung der Zollbegünstigung für eine in dieser Verordnung genannte Ware enthält, und nehmen die Zollbehörden diese Anmeldung an, so nimmt der betreffende Mitgliedstaat durch Meldung an die Kommission die Ziehung einer diesem Bedarf entsprechenden Menge auf die Kontingentsmenge vor.

Die Anträge auf Ziehung sind der Kommission zusammen mit der Angabe, wann den Anmeldungen stattgegeben wurde, unverzüglich zu übermitteln.

Bei der Gewährung der Ziehungen folgt die Kommission der zeitlichen Reihenfolge, in der die Zollbehörden des betreffenden Mitgliedstaats den Anmeldungen zur Abfertigung zum zollrechtlich freien Verkehr stattgegeben haben, soweit der Restbetrag ausreicht.

Nutzt ein Mitgliedstaat die gezogenen Mengen nicht aus, so hat er sie sobald wie möglich auf die Kontingentsmenge zurückzuübertragen.

Sind die beantragten Mengen höher als der verfügbare Restbetrag der Kontingentsmenge, so erfolgt die Zuteilung im pro-rata-Verhältnis der Anträge. Die Mitgliedstaaten werden von der Kommission davon unterrichtet.

Artikel 4

- (1) Die Mitgliedstaaten treffen die erforderlichen Maßnahmen, damit die gemäß Artikel 3 erfolgten Ziehungen fortlaufend auf das Gemeinschaftszollkontingent angerechnet werden können.
- (2) Jeder Mitgliedstaat garantiert den Importeuren der betreffenden Ware den freien Zugang zu dem Kontingent, soweit der Rest der Kontingentsmenge ausreicht.
- (3) Die Mitgliedstaaten rechnen die Einfuhren der betreffenden Ware nach Maßgabe der Gestellung der Waren bei der Zollstelle mit einer Anmeldung zur Abfertigung zum zollrechtlich freien Verkehr auf ihre Ziehungen an.
- (4) Der Stand der Ausschöpfung des Kontingents wird anhand der gemäß Absatz 3 angerechneten Einfuhren festgestellt.

Artikel 5

Die Mitgliedstaaten und die Kommission arbeiten im Hinblick auf die Einhaltung dieser Verordnung eng zusammen.

Artikel 6

Diese Verordnung tritt am 1. November 1989 in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates
Der Präsident

ANHANG

1. المصدر — Exporter — Exportateur :	2. الرقم — Number — Numéro :	00000
4. المرسل اليه — Consignee — Destinataire :	3. (Ursprungsbezeichnung garantierende Stelle)	
6. وسيلة النقل — Means of transport — Moyen de transport :	5. شهادة التسمية الاصلية CERTIFICATE OF DESIGNATION OF ORIGIN CERTIFICAT D'APPELLATION D'ORIGINE	
8. مكان الانزال — Place of unloading — Lieu de déchargement :	7. (Ursprungsbezeichnung)	
9. اشارة ونوع الطرود ، عدد ونوع الارقام — Marks and numbers, number and kind of packages — Marques et numéros, nombre et nature des colis :	10. الوزن الخام Gross weight Poids brut	11. لترات Litres Litres
12. لترات (بالحروف) — Litres (in words) — Litres (en lettres) :		
13. تأشيرة الهيئة المرسلة — Certificate of the issuing authority — Visa de l'organisme émetteur :		
14. تأشيرة الجمارك — Customs' stamp — Visa de la douane :	(See the translation under No 15 — Voir traduction au n° 15)	

15. We hereby certify that the wine described in this certificate is wine produced within the wine district of and is considered by Tunisian legislation as entitled to the designation of origin ''.
The alcohol added to this wine is alcohol of vinous origin.

Nous certifions que le vin décrit dans ce certificat a été produit dans la zone de et est reconnu, suivant la loi tunisienne, comme ayant droit à la dénomination d'origine « ».
L'alcool ajouté à ce vin est de l'alcool d'origine vinique.

16. (')

يحتفظ بهذه الخانة لملاحظات أخرى من الدولة المصدر

(') Space reserved for additional details given in the exporting country.

(') Case réservée pour d'autres indications du pays exportateur.

NOTE POUR MM. LES MEMBRES DE LA COMMISSION

E/642/89

PROCEDURE ECRITE N°

VENDREDI 9 JUIN 1989 - 12 H

Délai:

Observations éventuelles à M. B. MICHEL (tél. 52362)
tél. secr. 52363, bureau Berl. 11/101

Objet : Contingents tarifaires communautaires
- vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/1990)

Proposition de Mme SCRIVENER

Décision proposée :

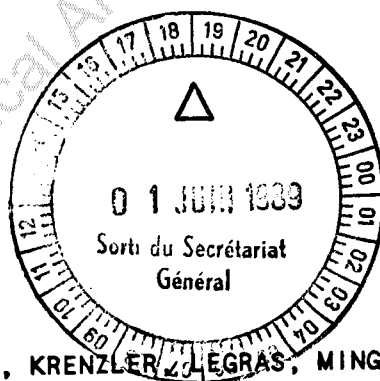
approuver le projet de proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/1990);

. accompagné d'un exposé des motifs.

Commentaire :

Ce projet vise l'ouverture dudit contingent tarifaire communautaire pour la période allant du 1er novembre 1989 au 31 décembre 1990.

Les incidences financières sont indiquées dans la fiche d'accompagnement.



D.F. WILLIAMSON
Secrétaire Général

Copie : MM. VILAR, KRENZLER, LEGRAS, MINGASSON, MAYHEW, DEWOST

p.i. : M. de MOOR

mp

NOTE DU SECRETARIAT GENERAL

PREPARATION DU DOCUMENT

Direction(s) Générale(s) responsable(s) : DG XXI/A/2

Services associés
pour accord

DG I	: accord
DG VI	: accord
DG XIX	: accord
DG XXIII	: accord

Pour avis

SERVICE JURIDIQUE : Avis favorable

Langue originale : FR

Consultation du Parlement européen :

facultative et non souhaitée. Le service responsable suggère de ne pas y recourir, compte tenu de l'importance mineure

Consultation du Comité économique et social : Idem

Le document est disponible au Secrétariat général (BERL 11/101) pour consultation dans toutes les langues officielles.

FICHE FINANCIERE

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/90)
4. Objectif : Exécution d'une obligation contractuelle (accord CEE/Tunisie)

5. Mode de calcul :

Codes NC : ex 2204 21 25; ex 29; ex 35 et ex 39

Volume du contingent : 58 333 hl (14 mois)

Droit à appliquer : exemption

Droit du T.D.C. : 14,5 et 16,9 ECU/HL

6. Perte de recettes : 845 828 ECU

Un même contingent tarifaire a été ouvert pour l'exercice 1988/89 et une perte de recettes de 725 000 ECU a été inscrite.

2205.19 → 7 793 hl → 14,5 ECU/hl

50 000 x 14,5 = 725 000 ECU

50 000 + (2/12) x 8 333 ⇒ 58 333 ECU

58 333 x 14,5 = 845 828 ECU

ANNEXE - CALENDRIER

Justification des indications de ce calendrier :

Les mesures tarifaires doivent entrer en vigueur le 1er novembre 1989
(obligation découlant d'un accord).

La publication au Journal Officiel doit être effectuée huit semaines
avant cette date.

Date préconisée pour :

La décision du Conseil : Août 1989.

Historical Archives of the European Commission

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COMMUNICATION TO THE COMMISSION

It is proposed to the Commission to approve and transmit to the Council the attached regulation proposing the opening and method of management of a Community tariff quota for certain wines having a registered designation of origin and originating in Tunisia.

The current proposition envisages the renewal of a tariff quota provided for by the EEC/Tunisia Co-operation Agreement for the period 1 November 1989 to 31 December 1990.

Historical Archives of the European Commission

Customs Union
and
Indirect Taxation

XXI/A/2

XXI/537/89-EN

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

opening and providing for the administration of a Community tariff quota
for certain wines having a registered designation of origin,
originating in Tunisia (1989/90)

Historical Archives of the European Commission

1. Article 3 of the Additional Protocol to the Cooperation Agreement between the European Economic Community and the Republic of Tunisia provides for the opening of an annual Community tariff quota of 50 000 hl for the duty-free importation into the Community of certain wines having a registered designation of origin falling within CN codes ex 2204 21 25; ex 2204 21 29; ex 2204 21 35 and ex 2204 21 39 and originating in Tunisia. These wines must be put up in containers holding two litres or less.

However by virtue of the provisions of a common declaration of contracting parties forming an integral part of the said protocol, the accounting of the quantities of the products in question subject to quantitative limits, must begin on 1st January of each year. As a consequence, it is fitting to open the quota in question for the period 1 November 1989 to 31 December 1990 (14 months) and to adapt consequently the quota volume which, by application of the pro rata clause, must be fixed at 58 333 hls.

2. Council Regulation (EEC) no 2573/87 of 11 August 1987, fixing the rules applicable to exchanges between Spain and Portugal with Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Tunisia and Turkey, stipulates that, from the date of entry into force, Spain should apply a duty reducing the gap between the rates of basic duty and of preferential duty, whereas Portugal should defer application of the preferential arrangements for the product in question until the start of the second stage.

3. In the present case it is proposed that the entire quota volume be held as a Community reserve to which all Member States will have access in accordance with the procedure provided for in Article 1 (3) of the proposal for a Regulation.

This is the purpose of the attached proposal.

ANNEX : Proposal for a Regulation

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC) No

of

opening, allocating and providing for the administration of a Community tariff
quota for certain wines having a registered designation of origin and originating
in Tunisia (1989/90)

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European
Economic Community and in particular Article 113
thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Article 3 of the Additional Protocol to the
Cooperation Agreement between the European Economic
Community and the Republic of Tunisia ⁽¹⁾ stipulates that
certain wines having a registered designation of origin
falling within CN codes ex 2204 21 25, ex 2204 21 29,
ex 2204 21 35 and ex 2204 21 39 and originating in
Tunisia, as specified in the Agreement in the form of an
Exchange of Letters and produced from the 1977 and
subsequent harvests, shall be imported into the
Community free of customs duties within the limits of an
annual Community tariff quota of 50 000 hectolitres;

Whereas by virtue of the provisions of a common
declaration of the contracting parties forming an
integral part of the said protocol the accounting
of the quantities of the products in question must
begin on 1st January each year; to keep this
arrangement it is fitting to open the quota in
question for the period 1st November 1989 to
31 December 1990 with the consequence that a
quantity, by applying the pro rata clause, must
be fixed at 58 333 hls;

Whereas these wines must be put up in containers
holding two litres or less; whereas they must be
accompanied either by a certificate of designation of
origin in accordance with the model given in Annex D to
the abovementioned Agreement or, by way of derogation,
by a document VII or an extract VI2 annotated in
compliance with Article 9 of Regulation (EEC) No
3590/85 ⁽²⁾;

Whereas the wines in question are subject to compliance
with the free-at-frontier reference price; whereas, in order
for these wines to benefit from the tariff quota, article 54
of Regulation (EEC) No 822/87 ⁽³⁾ must be complied
with;

Whereas Council Regulation (EEC) No 2573/87 of 11
August 1987 laying down the arrangements for trade
between Spain and Portugal on the one hand and Algeria,
Egypt, Jordan, Lebanon, Tunisia and Turkey on the

other ⁽⁴⁾ provides that the Kingdom of Spain and the
Portuguese Republic shall apply, from the date on which
the Regulation enters into force, a duty reducing the gap
between the rate of the basic duty and that of the
preferential duty; whereas the Portuguese Republic is to
defer application of the preferential arrangements for the
products in question until the start of the second stage;
whereas this present Regulation therefore applies to the
Community with the exception of Portugal;

Whereas equal and continuous access to the quota should be
ensured for all Community importers and the rates laid down
for the quota should be applied consistently to all imports of
the product in question into all the Member States until the
quota is exhausted; whereas it is appropriate not to provide
for allocation among Member States, without prejudice, to
the drawing, on the tariff quota, of such quantities as they
may need, under conditions and according to a procedure to
be determined; whereas this method of administration
requires close cooperation between the Member States and
the Commission and the latter must in particular be able to
monitor the rate at which the tariff quota is used and inform
the Member States accordingly;

Whereas, since the Kingdom of Belgium, the Kingdom of the
Netherlands and the Grand Duchy of Luxembourg are united
within and jointly represented by the Benelux Economic
Union, any operation concerning the administration of the
drawings levied by that economic union may be carried
out by any one of its members,

⁽¹⁾ OJ No L 297, 21. 10. 1987, p. 36.

⁽²⁾ OJ No L 343, 20. 12. 1985, p. 20.

⁽³⁾ OJ No L 84, 7. 3. 1987, p. 1.

⁽⁴⁾ OJ No L 250, 1. 9. 1987, p. 1.

Article 1

1. From 1 November 1989 to 31 December 1990 on import into the Community with the exception of Portugal, the customs duty for the following products shall be suspended at a level and within the limits of a Community tariff quota as follows:

Order No	CN code	Description	Amount of quota (in tonnes)	Quota duty (%)
09.1206	ex 2204 21 25 ex 2204 21 29 ex 2204 21 35 ex 2204 21 39	— Wines entitled to one of the following designations of origin : Coteaux de Tebourba, Coteaux d'Utique, Sidi-Salem, Kelibia, Thibar, Mornag, grand cru Mornag of an actual alcoholic strength of 15 % vol or less and in containers holding two litres or Jess, originating in Tunisia	58 333	free

Within the limits of this tariff quota, the Kingdom of Spain shall apply customs duties calculated in accordance with the relevant provisions of Regulation (EEC) No 2573/87.

2. Wines produced from the 1977 or subsequent harvest shall be eligible for the tariff quota referred to in paragraph 1.

3. The wines in question are subject to compliance with the free-at-frontier reference price.

The wines in question shall be eligible under this tariff quota on condition that the provisions of Article 54 of Regulation (EEC) No 822/87 are complied with.

4. Each of these wines when imported shall be accompanied either by a certificate of designation of origin, issued by the relevant Tunisian authority, in accordance with the model annexed to this Regulation and certifying in box 16 that the wines have been produced from the 1977 or subsequent harvests, or by a document VII or an extract VI2 annotated in

compliance with Article 9 of Regulation (EEC) No 3590/85.

Article 2

The tariff quota referred to in Article 1 shall be administered by the Commission, which may take any appropriate measure with a view to ensuring the efficient administration thereof.

Article 3

If an importer presents in a Member State a declaration of entry into free circulation including a request for preferential benefit for a product covered by this Regulation, and if this declaration is accepted by the customs authorities, the Member State concerned shall draw, from the tariff quota, by means of notification to the Commission, a quantity corresponding to these needs.

The requests for drawing, with the indication of the date of acceptance of the said declaration, must be communicated to the Commission without delay.

The drawings are granted by the Commission on the basis of the date of acceptance of the declaration of entry into free circulation by the customs authorities of the Member State concerned, to the extent that the available balance so permits.

If a Member State does not use the quantities drawn, it shall return them as soon as possible to the tariff quota.

If the quantities requested are greater than the available balance of the tariff quota, allocation shall be made on a *pro rata* basis with respect to the requests. Member States shall be informed by the Commission of the drawings made.

Article 4

1. Member States shall take all appropriate measures to ensure that their drawings pursuant to Article 3 enable imports to be charged without interruption against the Community quota.
2. Each Member State shall ensure that importers of the product concerned have free access to the quota for such times as the balance of the tariff quota so permits.
3. Member States shall charge imports of the said product against their drawings as and when such product is entered with the customs authorities under cover of declarations of entry into free circulation.
4. The extent to which the quota has been used up shall be determined on the basis of the imports charged in accordance with paragraph 3.

Article 5

The Member States and the Commission shall cooperate closely to ensure that this Regulation is complied with.

Article 6

This Regulation shall enter into force on 1 November 1989.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council
The President

ANNEX

1. المصدر — Exporter — Exportateur :	2. الرقم — Number — Numéro :	00000
4. المرسل اليه — Consignee — Destinataire :	3. (Name of authority guaranteeing the designation of origin)	
	5. شهادة التسمية الاصلية CERTIFICATE OF DESIGNATION OF ORIGIN CERTIFICAT D'APPELLATION D'ORIGINE	
6. وسيلة النقل — Means of transport — Moyen de transport :	7. (Designation of origin)	
8. مكان الانزال — Place of unloading — Lieu de déchargement :		
9. العلامات والارقام ، عدد ونوع الطرود — Marks and numbers, number and kind of packages — Marques et numéros, nombre et nature des colis :	10. الوزن الخام Gross weight Poids brut	11. لترات Litres Litres
13. تأشيرة الهيئة المصدرة — Certificate of the issuing authority — Visa de l'organisme émetteur :		
14. تأشيرة الجمارك — Customs' stamp — Visa de la douane :	(See the translation under No 15 — Voir traduction au n° 15)	

15. We hereby certify that the wine described in this certificate is wine produced within the wine district of and is considered by Tunisian legislation as entitled to the designation of origin '.....'.
The alcohol added to this wine is alcohol of vinous origin.

Nous certifions que le vin décrit dans ce certificat a été produit dans la zone de et est reconnu, suivant la loi tunisienne, comme ayant droit à la dénomination d'origine « ».
L'alcool ajouté à ce vin est de l'alcool d'origine vinique.

16 (')

يحفظ بهذه الخانة لمعلومات أخرى من الدولة المصدرة

(') Space reserved for additional details given in the exporting country.

(') Case réservée pour d'autres indications du pays exportateur.

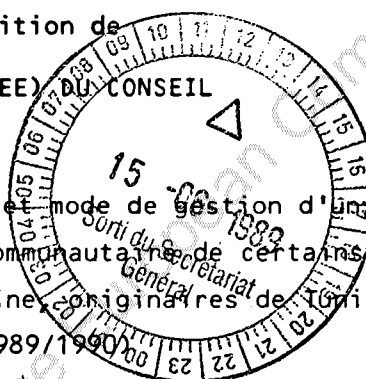
COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

COM(89) 277 final

Bruxelles, le 9 juin 1989

Proposition de
REGLEMENT (CEE) DU CONSEIL

portant ouverture et mode de gestion d'un
contingent tarifaire communautaire de certains vins
d'appellation d'origine originaires de Tunisie
(1989/1990)



(présentée par la Commission)

EXPOSE DES MOTIFS

1. Le protocole additionnel de l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République tunisienne, prévoit en son article 3, l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire annuel de 50.000 hectolitres en vue de l'importation, en exemption de droits, dans la Communauté, de certains vins d'appellation d'origine, relevant des codes NC ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 et ex 2204 21 39, originaires de la Tunisie. Ces vins doivent être présentés en récipients contenant deux litres ou moins.

Toutefois, en vertu des dispositions d'une déclaration commune des parties contractantes faisant partie intégrante dudit protocole, la comptabilisation des quantités de produits en question soumis à des limites quantitatives doit débiter le 1er janvier de chaque année. Par conséquent il convient d'ouvrir le contingent en cause pour la période du 1er novembre 1989 au 31 décembre 1990 (14 mois) et d'adapter en conséquence le volume contingentaire qui, en application de la clause pro rata temporis, doit être fixé à 58 333 hl.

2. Le règlement (CEE) no. 2573/87 du Conseil, du 11 août 1987, fixant le régime applicable aux échanges de l'Espagne et du Portugal avec l'Algérie, l'Egypte, la Jordanie, le Liban, la Tunisie et la Turquie prévoit que l'Espagne

s'applique, dès son entrée en vigueur, un droit réduisant l'écart entre le taux de droit de base et le taux du droit préférentiel tandis que le Portugal diffère, jusqu'au début de la deuxième étape, l'application du régime préférentiel pour les produits en question.

3. Dans le cas présent, il est proposé d'affecter la totalité des volumes contingentaires à la constitution d'une réserve communautaire, à laquelle auront accès tous les Etats membres selon la procédure prévue à l'article 3 du règlement proposé.

Tel est l'objet de la proposition ci-annexée.

ANNEXE : 1 proposition de règlement.

Proposition de
RÈGLEMENT (CEE) N° / 89 DU CONSEIL
du

portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire
communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie
(1989/1990)

LE CONSEIL DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES,

vu le traité instituant la Communauté économique européenne, et notamment son article 113,

vu la proposition de la Commission,

considérant que le protocole additionnel à l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République tunisienne⁽¹⁾, prévoit en son article 3 que certains vins d'appellation d'origine, relevant des codes NC ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 et ex 2204 21 39, originaires de Tunisie, spécifiés dans l'accord sous forme d'échange de lettres et provenant des récoltes obtenues à partir de la récolte de 1977 sont exempts des droits de douane à l'importation dans la Communauté dans la limite d'un contingent tarifaire communautaire annuel de 50 000 hectolitres;

considérant que, en vertu des dispositions d'une déclaration commune des parties contractantes faisant partie intégrante dudit protocole, la comptabilisation des quantités des produits en question doit débuter le 1er janvier de chaque année; que pour tenir cet engagement il convient d'ouvrir le contingent en cause pour la période du 1er novembre 1989 au 31 décembre 1990 à concurrence d'une quantité qui en application de la clause pro rata temporis, doit être fixée à 58 333 hl;

considérant que ces vins doivent être présentés en récipients contenant deux litres ou moins; qu'ils doivent être accompagnés soit d'un certificat d'appellation d'origine conforme au modèle figurant à l'annexe D de l'accord précité, soit, à titre dérogatoire, d'un document V I 1 ou d'un extrait V I 2 annoté conformément à l'article 9 du règlement (CEE) n° 3590/85⁽²⁾

considérant que les vins en question sont soumis au respect du prix franco frontière de référence; que, afin que ces vins puissent bénéficier du contingent tarifaire, l'article 54 du règlement (CEE) n° 822/87⁽³⁾ doit être respecté;

considérant que le règlement (CEE) n° 2573/87 du Conseil, du 11 août 1987, fixant le régime applicable aux échanges de l'Espagne et du Portugal avec l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Tunisie et la Turquie⁽⁴⁾

prévoit le royaume d'Espagne applique, dès l'entrée en vigueur de ce règlement, un droit réduisant l'écart entre le taux de droit de base et le taux du droit préférentiel tandis que la République portugaise diffère, jusqu'au début de la deuxième étape, l'application du régime préférentiel pour les produits en question; que, dès lors, le présent règlement s'applique à la Communauté à l'exception du Portugal;

considérant qu'il y a lieu de garantir, notamment, l'accès égal et continu de tous les importateurs de la Communauté audit contingent et l'application, sans interruption, du taux prévu pour ce contingent à toutes les importations du produit en question dans tous les États membres jusqu'à épuisement du contingent; qu'il convient de ne pas prévoir de répartition entre les États membres, sans préjudice du tirage, sur le volume contingentaire, des quantités qui correspondent à leurs besoins dans des conditions et selon une procédure à déterminer; que ce mode de gestion requiert une collaboration étroite entre les États membres et la Commission, laquelle doit notamment pouvoir suivre l'état d'épuisement du volume contingentaire et en informer les États membres;

considérant que, le royaume de Belgique, le royaume des Pays-Bas et le grand-duché du Luxembourg étant réunis et représentés par l'union économique Benelux, toute opération relative à la gestion des tirages prélevés par ladite union économique peut être effectuée par l'un de ses membres.

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

⁽¹⁾ JO n° L 297 du 21. 10. 1987, p. 36.

⁽²⁾ JO n° L 343 du 20. 12. 1985, p. 20.

⁽³⁾ JO n° L 84 du 7. 3. 1987, p. 1.

⁽⁴⁾ JO n° L 250 du 1. 9. 1987, p. 1.

Article premier

1. Pendant la période allant du 1^{er} novembre 1989 au 31 décembre 1990, le droit de douane applicable à l'importation dans la Communauté à l'exception du Portugal, pour les produits désignés ci-après, est suspendu au niveau et dans la limite d'un contingent tarifaire communautaire indiqués en regard :

Numéro d'ordre	Code NC	Désignation des marchandises	Volume du contingent (en hectolitres)	Droit contingentaire (en %)
09.1206	ex 2204 21 25 ex 2204 21 29 ex 2204 21 35 ex 2204 21 39	— Vins d'appellation d'origine, portant les noms suivants : Coteaux de Teboura, Coteaux d'Utique, Sidi-Salem, Kelibia, Thibar, Mornag, grand cru Mornag, ayant un titre alcoométrique acquis de 15 % vol ou moins et présentés en récipients contenant deux litres ou moins, originaires de Tunisie	58 333	exemption

Dans la limite de ce contingent tarifaire, le royaume d'Espagne applique les droits de douane calculés conformément aux dispositions fixées en la matière par le règlement (CEE) n° 2573/87.

2. Sont admis au bénéfice du contingent tarifaire visé au paragraphe 1 les vins produits à partir de la récolte de 1977.

3. Les vins en question sont soumis au respect du prix franco frontière de référence.

Pour que ces vins puissent bénéficier de ce contingent tarifaire, l'article 54 du règlement (CEE) n° 822/87 doit être respecté.

4. À l'importation, chacun de ces vins doit être accompagné soit d'un certificat d'appellation d'origine émis par l'autorité tunisienne compétente conformément au modèle annexé au présent règlement, et attestant, dans la rubrique n° 16, que ces vins proviennent des récoltes obtenues à partir de la récolte de 1977, soit d'un document V I 1 ou d'un extrait V I 2 annoté conformément à l'article 9 du règlement (CEE) n° 3590/85.

Article 2

Le contingent tarifaire visé à l'article 1er est géré par la Commission, qui peut prendre toute mesure administrative utile en vue d'en assurer une gestion efficace.

Article 3

Si un importateur présente dans un État membre une déclaration de mise en libre pratique comprenant une demande du bénéfice préférentiel pour le produit visé par présent règlement, et si cette déclaration est acceptée par les autorités douanières, l'État membre concerné procède, par voie de notification à la Commission, à un tirage, sur le volume du contingent tarifaire, d'une quantité correspondant à ces besoins.

Les demandes de tirages avec indication de la date d'acceptation de ladite déclaration doivent être transmises à la Commission sans retard.

Les tirages sont accordés par la Commission en fonction de la date d'acceptation des déclarations de mise en libre pratique par les autorités douanières de l'État membre concerné, dans la mesure où le solde disponible le permet.

Si un État membre n'utilise pas les quantités tirées, il les reverse dès que possible dans le volume contingentaire.

Si les quantités demandées sont supérieures au solde disponible du contingent, l'attribution est faite au prorata des demandes. Les États membres sont informés par la Commission des tirages effectués.

Article 4

1. Les États membres prennent toutes dispositions utiles pour que les tirages qu'ils ont effectués en application de l'article 3 rendent possibles les imputations, sans discontinuité, sur le contingent communautaire.

2. Chaque État membre garantit aux importateurs du produit en question le libre accès au contingent tant que le solde du volume contingentaire le permet.

3. Les États membres procèdent à l'imputation des importations du produit en question sur leurs tirages au fur et à mesure que les produits sont présentés en douane sous le couvert de déclarations de mise en libre pratique.

4. L'état d'épuisement du contingent est constaté sur la base des importations imputées dans les conditions définies au paragraphe 3.

Article 5

Les États membres et la Commission collaborent étroitement afin d'assurer le respect du présent règlement.

Article 6

Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} novembre 1989.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le

Par le Conseil
Le président

5

ANNEXE

1 المصدّر — Exporter — Exportateur :	2. الرقم — Number — Numéro :	00000
	3. (Nom de l'organisme garantissant la dénomination d'origine)	
4. المرسل إليه — Consignee — Destinataire :	5. شهادة التسمية الاصلية CERTIFICATE OF DESIGNATION OF ORIGIN CERTIFICAT D'APPELLATION D'ORIGINE	
6. وسيلة النقل — Means of transport — Moyen de transport :	7. (Nom de la dénomination d'origine)	
8. مكان الانزال — Place of unloading — Lieu de déchargement :	9. العلامات والارقام ، عدد ونوع الطرود — Marks and numbers, number and kind of packages — Marques et numéros, nombre et nature des colis :	
	10. الوزن الخام Gross weight Poids brut	11. لترات Litres Litres
12. لترات بالحروف — Litres (in words) — Litres (en lettres) :		
13. تأشيرة الهيئة المرسلة — Certificate of the issuing authority — Visa de l'organisme émetteur :		
14. تأشيرة الجمارك — Customs' stamp — Visa de la douane	(See the translation under No 15 — Voir traduction au n° 15)	

15. We hereby certify that the wine described in this certificate is wine produced within the wine district of and is considered by Tunisian legislation as entitled to the designation of origin '.....'.
The alcohol added to this wine is alcohol of vinous origin.
Nous certifions que le vin décrit dans ce certificat a été produit dans la zone de et est reconnu, suivant la loi tunisienne, comme ayant droit à la dénomination d'origine « ».
L'alcool ajouté à ce vin est de l'alcool d'origine vinique.

16. (1)

يحفظ بهذه الحاله لبيانات اخرى من الدولة المصدره

(1) Space reserved for additional details given in the exporting country.

(1) Case réservée pour d'autres indications du pays exportateur.

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/90)
4. Objectif : Exécution d'une obligation contractuelle (accord CEE/Tunisie)
5. Mode de calcul :

Codes NC : ex 2204 21 25; ex 29; ex 35 et ex 39

Volume du contingent : 58 333 hl (14 mois)

Droit à appliquer : exemption

Droit du T.D.C. : 14,5 et 16,9 ECU/HL

6. Perte de recettes : 845 828 ECU

Un même contingent tarifaire a été ouvert pour l'exercice 1988/89 et une perte de recettes de 725 000 ECU a été inscrite.

2205.19 → 7 793 hl → 14,5 ECU/hl

50 000 x 14,5 = 725 000 ECU

50 000 + (2/12) x 8 333 ⇒ 58 333 ECU

58 333 x 14,5 = 845 828 ECU

5

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

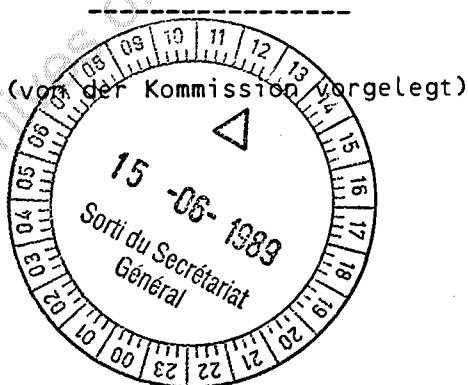
KOMMISSION DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFTEN

KOM(89)277 endg.

Brüssel, den 9. Juni 1989

Vorschlag für eine VERORDNUNG (EWG) DES RATES

zur Eröffnung und Verwaltung eines Gemeinschaftszollkontingents für
bestimmte Weine mit Ursprungsbezeichnung mit Ursprung in Tunesien
(1989/1990)



BEGRÜNDUNG

1. In Artikel 3 des Zusatzprotokolls zum Kooperationsabkommen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Tunesischen Republik ist die Eröffnung eines jährlichen Gemeinschaftszollkontingents von 50 000 Hektoliter bestimmter Weine mit Ursprungsbezeichnung der KN Code ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 und ex 2204 21 39 mit Ursprung in Tunesien für die zollfreie Einfuhr in die Gemeinschaft vorgesehen. Diese Weine müssen in Behältnissen mit einem Inhalt von 2 Liter oder weniger gestellt werden. Aufgrund der Bestimmungen einer gemeinsamen Erklärung der Vertragspartner, die Bestandteil dieses Protokolls ist, muß die Buchung der Mengen dieser Waren, die mengenmäßigen Beschränkungen unterliegen, jährlich am 1. Januar beginnen. Deshalb ist das betreffende Kontingent vom 1. November 1989 bis 31. Dezember 1990 (14 Monate) zu eröffnen und die Kontingentsmenge entsprechend anzupassen. In Anwendung der pro-rata-temporis-Klausel ist sie auf 58 333 hl festzusetzen.
2. In der Verordnung (EWG) Nr. 2573/87 des Rates vom 11. August 1987 zur Regelung des Handels Spaniens und Portugals mit Ägypten, Algerien, Jordanien, Libanon, Tunesien und der Türkei ist vorgesehen, dass Spanien ab dem Tag des Inkrafttretens dieses Protokolls einen Zollsatz anwendet, durch den der Abstand zwischen dem Ausgangszollsatz und dem Präferenzzollsatz verringert wird, während Portugal bis zum Beginn der zweiten Phase die Anwendung der Präferenzregelung für die betreffenden Waren aussetzt.
3. In diesem Fall, wird vorgeschlagen, aus der gesamten Menge des Kontingents eine Gemeinschaftsreserve zu bilden, zu der alle Mitgliedstaaten nach dem Verfahren gemäß Artikel 3 der vorgeschlagenen Verordnung Zugang haben.

Dies ist Gegenstand des im Anhang aufgeführten Vorschlags..

ANHANG : Vorschlag für eine Verordnung

Vorschlag eines
VERORDNUNG (EWG) Nr. / DES RATES
vom

zur Eröffnung, Aufteilung und Verwaltung eines Gemeinschaftszollkontingents
für bestimmte Weine mit Ursprungsbezeichnung mit Ursprung in Tunesien
(1989/90)

DER RAT DER EUROPÄISCHEN
GEMEINSCHAFTEN —

gestützt auf den Vertrag zur Gründung der Europäischen
Wirtschaftsgemeinschaft, insbesondere auf Artikel 113,

auf Vorschlag der Kommission,

in Erwägung nachstehender Gründe:

In Artikel 3 des Zusatzprotokolls zum Kooperationsabkommen zwischen der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft und der Tunesischen Republik⁽¹⁾ ist vorgesehen, daß bestimmte Weine mit Ursprungsbezeichnung der KN-Codes ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 und ex 2204 21 39 mit Ursprung in Tunesien, die in dem Abkommen in Form von Briefwechseln aufgeführt sind und aus Ernten ab dem Jahr 1977 stammen, im Rahmen eines jährlichen Gemeinschaftszollkontingents in Höhe von 50 000 Hektoliter zollfrei in die Gemeinschaft eingeführt werden können.

Aufgrund der Bestimmungen einer gemeinsamen Erklärung der Vertragspartner, die Bestandteile dieses Protokolls ist, muß die Buchung der Mengen dieser Waren, die mengenmäßigen Beschränkungen unterliegen, jährlich am 1. Januar beginnen. Um dieser Vereinbarung Rechnung zu tragen, ist das betreffende Kontingent für den Zeitraum vom 1. November 1989 bis 31. Dezember 1990 bei Anwendung der pro-rata-temporis-Klausel in Höhe von 58 333 hl zu eröffnen.

Diese Weine müssen in Behältnissen mit einem Inhalt von 2 Liter oder weniger gestellt werden. Es muß ihnen eine Bescheinigung der Ursprungsbezeichnung nach dem Muster in Anhang D des genannten Abkommens oder in bestimmten Fällen ein Dokument VI I oder ein mit Anmerkungen entsprechend Artikel 9 der Verordnung (EWG) Nr. 3590/85⁽²⁾ versehener Auszug VI I 2 beigelegt sein.

Für die Weine gilt der Frei-Grenze-Referenzpreis. Damit für sie das Zollkontingent in Anspruch genommen werden kann, ist Artikel 54 der Verordnung (EWG) Nr. 822/87⁽³⁾ einzuhalten.

In der Verordnung (EWG) Nr. 2573/87 des Rates vom 11. August 1987 zur Regelung des Handels Spaniens und Portugals mit Ägypten, Algerien, Jordanien, Libanon, Tunesien und der Türkei⁽⁴⁾ ist vorgesehen, daß das Königreich Spanien ab Inkrafttreten der Verordnung einen Zollsatz anwendet, durch den der Abstand zwischen

dem Ausgangszollsatz und dem Präferenzzollsatz verringert wird, während die Portugiesische Republik bis zu Beginn der zweiten Phase die Anwendung der Präferenzregelung für diese Waren aussetzt. Die vorliegende Verordnung gilt also für die Gemeinschaft mit Ausnahme Portugals.

Es ist vor allem sicherzustellen, daß alle Importeure der Gemeinschaft gleichen und kommerziellen Zugang zu

diesem Kontingent haben und daß der vorgesehene Kontingentszollsatz fortlaufend auf sämtliche Einfuhren der betreffenden Ware in allen Mitgliedstaaten bis zur Ausschöpfung des Kontingents angewandt wird. Es sollte keine Aufteilung zwischen den Mitgliedstaaten vorgesehen werden, unbeschadet der Möglichkeit, unter noch festzulegenden Bedingungen und nach einem noch zu bestimmenden Verfahren Ziehungen von ihrem Bedarf entsprechenden Mengen aus dem Kontingent vorzunehmen. Diese Art der Verwaltung erfordert eine enge Zusammenarbeit zwischen den Mitgliedstaaten und der Kommission, die vor allem die Möglichkeit haben muß, den Stand der Ausnutzung der Kontingentsmengen zu verfolgen, und die die Mitgliedstaaten davon unterrichten muß.

Da sich das Königreich Belgien, das Königreich der Niederlande und das Großherzogtum Luxemburg zu der Wirtschaftsunion Benelux zusammengeschlossen haben und durch diese vertreten werden, kann jede Maßnahme im Zusammenhang mit der Verwaltung der von dieser Wirtschaftsunion gezogenen Quoten durch eines ihrer Mitglieder vorgenommen werden —

⁽¹⁾ ABl. Nr. L 297 vom 21. 10. 1987, S. 36.

⁽²⁾ ABl. Nr. L 343 vom 20. 12. 1985, S. 20.

⁽³⁾ ABl. Nr. L 84 vom 7. 3. 1987, S. 1.

⁽⁴⁾ ABl. Nr. L 250 vom 1. 9. 1987, S. 1.

Artikel 1

(1) Vom 1. November 1989 bis zum 31. Dezember 1990 wird der Zollsatz bei der Einfuhr in die Gemeinschaft mit Ausnahme Portugals für die nachstehend genannten Waren im Rahmen des angegebenen Gemeinschaftszollkontingents wie folgt ausgesetzt :

Laufende Nummer	KN-Code	Warenbezeichnung	Kontingentsmenge (in hl)	Kontingentszollsatz (in %)
09.1206	ex 2204 21 25 ex 2204 21 29 ex 2204 21 35 ex 2204 21 39	— Weine mit Ursprungsbezeichnung folgender Namen : Coteaux de Teboura, Coteaux d'Utique, Sidi-Salem, Kelibia, Thibar, Mornag, Grand cru Mornag, mit einem vorhandenen Alkoholgehalt von 15 % vol oder weniger, in Behältnissen mit einem Inhalt von zwei Litern oder weniger, mit Ursprung in Tunesien	58 333	frei

Im Rahmen dieses Zollkontingents wendet das Königreich Spanien die Zollsätze an, die gemäß den diesbezüglichen Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 2573/87 berechnet werden.

(2) Das Zollkontingent nach Absatz 1 kann für Weine ab der Ernte 1977 in Anspruch genommen werden.

(3) Diese Weine sind der Einhaltung des Frei-Grenze-Referenzpreises unterworfen.

Damit für diese Weine das Zollkontingent in Anspruch genommen werden kann muß Artikel 54 der Verordnung (EWG) Nr. 822/87 erfüllt sein.

(4) Jedem dieser Weine muß bei der Einfuhr entweder eine von der zuständigen tunesischen Behörde erteilte Bescheinigung der Ursprungsbezeichnung nach dem im Anhang enthaltenen Muster, in der in Feld 16 von dieser Behörde bescheinigt wird, daß es sich um Weine ab der Ernte 1977 handelt oder ein Dokument VI 1 oder ein mit Anmerkungen gemäß Artikel 9 der Verordnung (EWG) Nr. 3590/85 versehener Auszug V I 2 beigelegt sein.

Artikel 2

Das Zollkontingent gemäß Artikel 1 wird von der Kommission verwaltet, die alle zur wirksamen Verwaltung erforderlichen Maßnahmen treffen kann.

Artikel 3

Legt ein Importeur in einem Mitgliedstaat eine Anmeldung zur Abfertigung zum zollrechtlich freien Verkehr vor, die einen Antrag auf Gewährung der Zollbegünstigung für eine in dieser Verordnung genannte Ware enthält, und nehmen die Zollbehörden diese Anmeldung an, so nimmt der betreffende Mitgliedstaat durch Meldung an die Kommission die Ziehung einer diesem Bedarf entsprechenden Menge auf die Kontingentsmenge vor.

Die Anträge auf Ziehung sind der Kommission zusammen mit der Angabe, wann den Anmeldungen stattgegeben wurde, unverzüglich zu übermitteln.

Bei der Gewährung der Ziehungen folgt die Kommission der zeitlichen Reihenfolge, in der die Zollbehörden des betreffenden Mitgliedstaats den Anmeldungen zur Abfertigung zum zollrechtlich freien Verkehr stattgegeben haben, soweit der Restbetrag ausreicht.

Nutzt ein Mitgliedstaat die gezogenen Mengen nicht aus, so hat er sie sobald wie möglich auf die Kontingentsmenge zurückzuübertragen.

Sind die beantragten Mengen höher als der verfügbare Restbetrag der Kontingentsmenge, so erfolgt die Zuteilung im pro-rata-Verhältnis der Anträge. Die Mitgliedstaaten werden von der Kommission davon unterrichtet.

Artikel 4

- (1) Die Mitgliedstaaten treffen die erforderlichen Maßnahmen, damit die gemäß Artikel 3 erfolgten Ziehungen fortlaufend auf das Gemeinschaftszollkontingent angerechnet werden können.
- (2) Jeder Mitgliedstaat garantiert den Importeuren der betreffenden Ware den freien Zugang zu dem Kontingent, soweit der Rest der Kontingentsmenge ausreicht.
- (3) Die Mitgliedstaaten rechnen die Einfuhren der betreffenden Ware nach Maßgabe der Gestellung der Waren bei der Zollstelle mit einer Anmeldung zur Abfertigung zum zollrechtlich freien Verkehr auf ihre Ziehungen an.
- (4) Der Stand der Ausschöpfung des Kontingents wird anhand der gemäß Absatz 3 angerechneten Einfuhren festgestellt.

Artikel 5

Die Mitgliedstaaten und die Kommission arbeiten im Hinblick auf die Einhaltung dieser Verordnung eng zusammen.

Artikel 6

Diese Verordnung tritt am 1. November 1989 in Kraft.

Diese Verordnung ist in allen ihren Teilen verbindlich und gilt unmittelbar in jedem Mitgliedstaat.

Geschehen zu Brüssel am

Im Namen des Rates

Der Präsident

ANHANG

1. المصدر — Exporter — Exportateur :	2. الرقم — Number — Numéro :	00000
4. المرسل إليه — Consignee — Destinataire :	3. (Ursprungsbezeichnung garantierende Stelle)	
6. وسيلة النقل — Means of transport — Moyen de transport :	5. شهادة التسمية الاصلية CERTIFICATE OF DESIGNATION OF ORIGIN CERTIFICAT D'APPELLATION D'ORIGINE	
8. مكان الانزال — Place of unloading — Lieu de déchargement :	7. (Ursprungsbezeichnung)	
9. اشارة واعداد وارقام ، عدد ونوع الطرود — Marks and numbers, number and kind of packages — Marques et numéros, nombre et nature des colis	10. الوزن الخام Gross weight Poids brut	11. لترات Litres Litres
Historical Archives of the European Commission		
12. لترات بالحروف — Litres (in words) — Litres (en lettres) :		
13. تأشيرة الهيئة المرسله — Certificate of the issuing authority — Visa de l'organisme émetteur :		
14. تأشيرة الجمارك — Customs' stamp — Visa de la douane :	(See the translation under No 15 — Voir traduction au n° 15)	

15. We hereby certify that the wine described in this certificate is wine produced within the wine district of and is considered by Tunisian legislation as entitled to the designation of origin ''.
The alcohol added to this wine is alcohol of vinous origin.
Nous certifions que le vin décrit dans ce certificat a été produit dans la zone de et est reconnu, suivant la loi tunisienne, comme ayant droit à la dénomination d'origine « ».
L'alcool ajouté à ce vin est de l'alcool d'origine vinique.

16. (¹)

يحفظ بهذه الخانة لمعلومات أخرى من الدولة المصدره

(¹) Space reserved for additional details given in the exporting country.

(¹) Case réservée pour d'autres indications du pays exportateur.

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/90)
4. Objectif : Exécution d'une obligation contractuelle (accord CEE/Tunisie)

5. Mode de calcul :

Codes NC : ex 2204 21 25; ex 29; ex 35 et ex 39

Volume du contingent : 58 333 hl (14 mois)

Droit à appliquer : exemption

Droit du T.D.C. : 14,5 et 16,9 ECU/HL

6. Perte de recettes : 845 828 ECU

Un même contingent tarifaire a été ouvert pour l'exercice 1988/89 et une perte de recettes de 725 000 ECU a été inscrite.

2205.19 → 7 793 hl → 14,5 ECU/hl

50 000 x 14,5 = 725 000 ECU

50 000 + (2/12) x 8 333 → 58 333 ECU

58 333 x 14,5 = 845 828 ECU

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

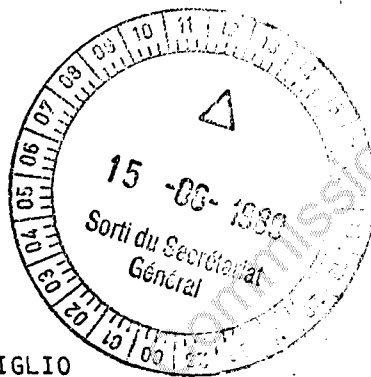
Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSIONE DELLE COMUNITÀ EUROPEE

COM(89)277 def.

Bruxelles, 9 giugno 1989



Proposta di

REGOLAMENTO (CEE) DEL CONSIGLIO

recante apertura e modalità di gestione
di un contingente tariffario comunitario per taluni vini a
denominazione d'origine originari della Tunisia (1989/1990)

(presentata dalla Commissione)

RELAZIONE

1. L'articolo 3 del protocollo aggiuntivo dell'accordo di cooperazione tra la Comunità economica europea e la Repubblica tunisina prevede l'apertura di un contingente tariffario comunitario annuo di 50.000 hl per l'importazione nella Comunità, in esenzione dai dazi doganali, di taluni vini a denominazione d'origine dei codici NC ex 2204 21 25; ex 2204 21 29; ex 2204 21 35 e ex 2204 21 39 originari della Tunisia. Questi vini devono essere presentati in recipienti contenenti 2 litri o meno.

Tuttavia, in virtù delle disposizioni di una dichiarazione comune delle parti contraenti facente parte integrante del citato protocollo, la contabilizzazione delle quantità dei prodotti in questione soggetti a dei limiti quantitativi deve iniziare il 1° gennaio di ogni anno. Conviene pertanto aprire il contingente in causa per il periodo dal 1° novembre 1989 al 31 dicembre 1990 (14) mesi e adattare conseguentemente il volume contingenziale che, in applicazione della clausola "pro rata temporis", dev'essere fissato a 58.333 hl.

2. Il regolamento (CEE) n° 2573/87 del Consiglio, dell' 11 agosto 1987, che stabilisce il regime applicabile agli scambi della Spagna e del Portogallo con l'Algeria, l'Egitto, la Giordania, il Libano, la Tunisia e la Turchia, successivo all'adesione della Spagna e del Portogallo, prevede che la Spagna applichi fin dalla sua entrata in vigore, un dazio che riduca il divario fra l'aliquota del dazio di base e l'aliquota del dazio preferenziale, e il Portogallo rinvi, fino all'inizio della seconda tappa, l'applicazione del regime preferenziale per i prodotti in causa.
3. Nel caso presente, si propone di assegnare l'intero volume alla costituzione di una riserva comunitaria, alla quale avranno accesso tutti gli Stati membri, secondo la procedura prevista nell'articolo 1, paragrafo 3, del regolamento proposto.

Questo è appunto lo scopo della proposta allegata.

Proposta de
REGOLAMENTO (CEE) N. /89 DEL CONSIGLIO
del

recante apertura e modalità di gestione di un contingente tariffario
comunitario per taluni vini a denominazione d'origine, originari della Tunisia
(1989/1990)

IL CONSIGLIO DELLE COMUNITÀ EUROPEE,

visto il trattato che istituisce la Comunità economica
europea, in particolare l'articolo 113,

vista la proposta della Commissione,

considerando che l'articolo 3 del protocollo addizionale all'accordo di cooperazione tra la Comunità economica europea e la Repubblica tunisina⁽¹⁾ prevede che taluni vini a denominazione di origine dei codici NC ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 ed ex 2204 21 39, originari della Tunisia, specificati nell'accordo in forma di scambio di lettere e provenienti dai raccolti ottenuti a partire dal raccolto 1977, siano esentati dai dazi doganali all'importazione nella Comunità nei limiti di un contingente tariffario comunitario annuo di 50 000 hl;

considerando che, in virtù delle disposizioni di una dichiarazione comune delle parti contraenti facente parte integrante del citato protocollo, la contabilizzazione delle quantità dei prodotti in questione deve iniziare il 1° gennaio di ogni anno; che per mantenere questo impegno conviene aprire il contingente in causa per il periodo dal 1° novembre 1989 al 31 dicembre 1990 fino a concorrenza di una quantità che, in applicazione della clausola "pro rata temporis", dev'essere fissata a 58.333 hl;

considerando che questi vini devono essere presentati in recipienti di capacità inferiore o uguale a 2 litri, che essi devono essere accompagnati o da un certificato di denominazione di origine conforme al modello di cui all'allegato D dell'accordo succitato o, a titolo di deroga, da un documento V I 1 o da un estratto V I 2 annotato conformemente all'articolo 9 del regolamento (CEE) n. 3590/85⁽²⁾; considerando che i vini in causa sono soggetti a rispetto del prezzo franco frontiera di riferimento; che per poter beneficiare del contingente tariffario occorre rispettare l'articolo 54 del regolamento (CEE) n. 822/87⁽³⁾;

considerando che il regolamento (CEE) n. 2573/87 del Consiglio, dell'11 agosto 1987, che stabilisce il regime applicabile agli scambi della Spagna e del Portogallo con l'Algeria, l'Egitto, la Giordania, il Libano, la Tunisia e la

⁽¹⁾ GU n. L 297 del 21. 10. 1987, pag. 36.

⁽²⁾ GU n. L 343 del 20. 12. 1985, pag. 20.

⁽³⁾ GU n. L 84 del 7. 3. 1987, pag. 1.

Turchia^(*), prevede che il Regno di Spagna applichi, fin dall'entrata in vigore di detto regolamento, un dazio che riduce il divario tra l'aliquota del dazio di base e l'aliquota del dazio preferenziale e che la Repubblica portoghese rinvi, fino all'inizio della seconda tappa, l'applicazione del regime preferenziale per i prodotti in causa; che pertanto il presente regolamento si applica nella Comunità ad eccezione del Portogallo;

considerando che occorre garantire, in particolare, l'uguaglianza e la continuità di accesso di tutti gli importatori della Comunità a detto contingente nonché l'applicazione senza interruzione delle aliquote previste per detto contingente a tutte le importazioni dei prodotti in questione in ciascuno degli Stati membri, fino ad esaurimento del contingente; che non occorre prevedere una ripartizione fra gli Stati membri, senza pregiudizio del prelievo, sul volume del contingente, dei quantitativi che corrispondono al loro fabbisogno in condizioni e secondo una procedura da terminare; che questo modo di gestione richiede una stretta collaborazione tra gli Stati membri e la Commissione che deve in particolare poter seguire il grado di esaurimento del contingente comunitario ed informarne gli Stati membri;

considerando che, essendo il Regno del Belgio, il Regno dei Paesi Bassi e il Granducato di Lussemburgo riuniti e rappresentati dall'unione economica Benelux, qualsiasi operazione relativa alla gestione delle prelievo prelevate da detta unione economica può essere effettuata da uno dei suoi membri,

(*) GU n. L 250 dell'1. 9. 1987, pag. 1.

HA ADOTTATO IL PRESENTE REGOLAMENTO:

Articolo 1

1. Nel periodo dal 1° novembre 1989 al 31 dicembre 1990 il dazio doganale applicabile all'importazione nella Comunità, ad eccezione del Portogallo, dei prodotti seguenti è sospeso al livello e nei limiti del contingente tariffario comunitario sotto indicato:

Numero d'ordine	Codice NC	Designazione delle merci	Volume contingente (in hl)	Dazio contingente (in %)
09.1206	ex 2204 21 25 ex 2204 21 29 ex 2204 21 35 ex 2204 21 39	— Vini con le seguenti denominazioni di origine: Coteaux de Teboura, Coteaux d'Utique, Sidi-Salem, Kelibia, Thibar, Mornag, grand cru Mornag, con gradazione alcolica effettiva non superiore al 15 % vol e presentati in recipienti contenenti due litri o meno, originari della Tunisia	58.333	esenzione

Nei limiti di tale contingente tariffario il Regno di Spagna applica i dazi doganali calcolati secondo le disposizioni stabilite in materia nel regolamento (CEE) n. 2573/87.

annotato conformemente all'articolo 9 del regolamento (CEE) n. 3590/85.

Articolo 2

2. Sono ammessi al beneficio del contingente tariffario di cui al paragrafo 1 i vini prodotti a partire dal raccolto 1977.

Il contingente comunitario di cui all'articolo 1 è gestito dalla Commissione che può prendere qualsiasi misura amministrativa utile per assicurarne la gestione efficace.

3. I vini in questione sono soggetti al rispetto del prezzo franco frontiera di riferimento.

I vini in questione sono ammessi al beneficio di detto contingente tariffario sempre che venga rispettato l'articolo 54 del regolamento (CEE) n. 822/87.

4. All'importazione, ciascuno di questi vini deve essere accompagnato o da un certificato di denominazione d'origine rilasciato dalle competenti autorità tunisine, conformemente al modello allegato al presente regolamento, attestante, nella rubrica n. 16, che i vini in oggetto provengono da raccolti ottenuti a partire dal raccolto oppure da un documento V I 1 o da un estratto V I 2

Articolo 3

Se un importatore presenta in uno Stato membro una dichiarazione di immissione in libera pratica la quale include una domanda di beneficio preferenziale per un prodotto oggetto del presente regolamento e se questa dichiarazione è accettata dalle autorità doganali, lo Stato membro interessato procede, mediante notifica alla Commissione, al prelievo di un quantitativo corrispondente a questo fabbisogno.

Le domande di prelievo, con l'indicazione della data di accettazione della suddetta dichiarazione, devono essere trasmesse senza ritardo alla Commissione.

I prelievi sono accordati dalla Commissione in funzione della data di accettazione delle dichiarazioni di immissione in libera pratica, da parte delle autorità doganali dello Stato membro interessato, nella misura in cui il saldo disponibile lo permetta.

Se uno Stato membro non utilizza i quantitativi prelevati, esso li riversa non appena possibile nel volume del contingente.

L'assegnazione è fatta proporzionalmente alle domande, se i quantitativi richiesti sono superiori al saldo disponibile del volume del contingente. Gli Stati membri sono informati dalla Commissione dei prelievi effettuati.

Articolo 4

1. Gli Stati membri prendono le disposizioni utili affinché i prelievi effettuati in applicazione dell'articolo 3 rendano possibili le imputazioni senza discontinuità del contingente comunitario.

2. Essi garantiscono agli importatori dei prodotti in questione il libero accesso al contingente finché lo consente il saldo del volume del contingente.

3. Gli Stati membri procedono all'imputazione delle importazioni dei prodotti in questione ai loro prelievi, man mano che tali prodotti sono presentati in dogana, accompagnati da dichiarazioni di immissione in libera pratica.

4. Il grado di esaurimento del contingente viene relativo in base alle importazioni imputate alle condizioni definite al paragrafo 3.

Articolo 5

Gli Stati membri e la Commissione collaborano strettamente affinché sia rispettato il presente regolamento.

Articolo 6

Il presente regolamento entra in vigore il 1° novembre 1989.

Il presente regolamento è obbligatorio in ciascuno dei suoi elementi e direttamente applicabile in ogni Stato membro.

Fatto a bruxelles, il

Per il Consiglio
Il Presidente

ALLEGATO

1. المصدر — Exporter — Exportateur :	2. الرقم — Number — Numero	00000
4. المرسل اليه — Consignee — Destinataire :	3. (Nome dell'organismo che garantisce la denominazione d'origine)	
6. وسيلة النقل — Means of transport — Moyen de transport :	5. شهادة السمة الاصلية CERTIFICATE OF DESIGNATION OF ORIGIN CERTIFICAT D'APPELLATION D'ORIGINE	
8. مكان الازراع — Place of unloading — Lieu de déchargement :	7. (Nome della denominazione d'origine)	
9. اعداد ونوع الطرود ، الانواع والارقام — Marks and numbers, number and kind of packages — Marques et numéros, nombre et nature des colis	10. الوزن الخام Gross weight Poids brut	11. لترات Litres Litres
12. لترات (بالحروف) — Litres (in words) — Litres (en lettres) :		
13. تأشيرة الجهة المرسلة — Certificate of the issuing authority — Visa de l'organisme émetteur :		
14. تأشيرة الجمارك — Customs' stamp — Visa de la douane :	(See the translation under No 15 — Voir traduction au n° 15)	

15. We hereby certify that the wine described in this certificate is wine produced within the wine district of and is considered by Tunisian legislation as entitled to the designation of origin
The alcohol added to this wine is alcohol of vinous origin.

Nous certifions que le vin décrit dans ce certificat a été produit dans la zone de et est reconnu, suivant la loi tunisienne, comme ayant droit à la dénomination d'origine « ».
L'alcool ajouté à ce vin est de l'alcool d'origine vinique.

16. (1)

Historical Archives of the European Commission

يحتفظ بهذه الخانة لمعلومات أخرى من الدولة المصدره

(1) Space reserved for additional details given in the exporting country.

(1) Case réservée pour d'autres indications du pays exportateur.

FICHE FINANCIERE

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/90)
4. Objectif : Exécution d'une obligation contractuelle (accord CEE/Tunisie)
5. Mode de calcul :

Codes NC : ex 2204 21 25; ex 29; ex 35 et ex 39

Volume du contingent : 58 333 hl (14 mois)

Droit à appliquer : exemption

Droit du T.D.C. : 14,5 et 16,9 ECU/HL

6. Perte de recettes : 845 828 ECU

Un même contingent tarifaire a été ouvert pour l'exercice 1988/89 et une perte de recettes de 725 000 ECU a été inscrite.

2205.19 → 7 793 hl → 14,5 ECU/hl

50 000 x 14,5 = 725 000 ECU

50 000 + (2/12) x 8 333 ⇒ 58 333 ECU

58 333 x 14,5 = 845 828 ECU

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

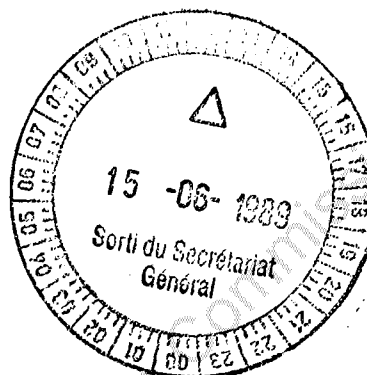
Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSIE VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

COM(89) 277 def.

Brussel, 9 juni 1989



Voorstel voor een VERORDENING (EEG) VAN DE RAAD

betreffende de opening en de wijze van beheer van een
communautair tariefcontingent voor bepaalde wijnen met een
benaming van oorsprong, van oorsprong uit Tunesië

(door de Commissie ingediend)

1. Artikel 3 van het aanvullend protocol bij de samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek Tunesië voorziet in de opening van een jaarlijks communautair tariefcontingent van 50 000 hl voor de invoer in de Gemeenschap met vrijstelling van rechten van bepaalde wijnen met benaming van oorsprong, van GN codes ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 en ex 2204 21 39, van oorsprong uit Tunesië. Deze wijn moet worden aangeboden in verpakkingen inhoudende niet meer dan 2 liter.

Krachtens een gemeenschappelijke verklaring van de overeenkomst sluitende partijen die een integrerend deel van genoemd protocol uitmaakt, moet de boekhouding van de hoeveelheden van de aan kwantitatieve beperkingen onderworpen produkten, ingaan op

1 januari van ieder jaar. Dit contingent moet derhalve worden geopend van 1 november 1989 tot 31 december 1990 (14 maanden) en het volume van het contingent moet dienovereenkomstig worden aangepast en met toepassing van de pro rata temporis-clausule, op 85 333 hl worden vastgesteld.

2. De Verordening (EEG) nr. 2573/87 van de Raad van 11 augustus 1987 tot vaststelling van de regeling van het handelsverkeer van Spanje en Portugal met Algerije, Egypte, Jordanië, Libanon, Tunesië en Turkije bepaalt dat Spanje met ingang van de inwerkingtreding van het protocol een recht toepast dat het verschil tussen het basisrecht en het preferentieel recht verkleint, terwijl Portugal de toepassing van de preferentiële regeling voor de betrokken produkten uitstelt tot het begin van de tweede fase.
3. In het huidige geval wordt voorgesteld het totale contingent te bestemmen voor de vorming van een communautaire reserve, waartoe alle Lid-Staten toegang zullen hebben volgens de in artikel 3, van de voorgestelde verordening vastgestelde procedure.

Zulks is het doel van bijgaand voorstel.

BIJLAGE : Voorstel voor een verordening.

Voorstel voor
VERORDENING (EEG) Nr. .../89 VAN DE RAAD
van

betreffende de opening en de wijze van beheer van een communautair tariefcontingent voor bepaalde wijnen met een benaming van oorsprong, van oorsprong uit Tunesië (1989/1990)

DE RAAD VAN DE EUROPESE GEMEENSCHAPPEN,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, inzonderheid op artikel 113,

Gezien het voorstel van de Commissie,

Overwegende dat in artikel 3 van het Aanvullend Protocol bij de Samenwerkingsovereenkomst tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek Tunesië⁽¹⁾ is bepaald dat bepaalde wijnen met een benaming van oorsprong, van de GN-codes ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 en ex 2204 21 39, van oorsprong uit Tunesië, nader omschreven in de Overeenkomst in de vorm van een briefwisseling, uit druiven van de oogsten vanaf de oogst 1977, bij de invoer in de Gemeenschap van invoerrechten zijn vrijgesteld binnen de grenzen van een jaarlijks communautair tariefcontingent van 50 000 hectoliter ;

Overwegende dat krachtens een gemeenschappelijke verklaring van de overeenkomstsluitende partijen, die integrerend deel van genoemd protocol uitmaakt, de boekhouding van de hoeveelheden van de betrokken produkten moet ingaan op 1 januari van ieder jaar ; dat om met deze verbintenis rekening te houden het contingent dient te worden geopend van 1 november 1989 tot en met 31 december 1990 voor een hoeveelheid die, volgens de pro rata tempore clause, is vastgesteld op 58 333 hl ;

Overwegende dat deze wijnen moeten worden aangeboden in verpakkingen inhoudende twee liter of minder ; dat deze wijnen vergezeld moeten gaan van hetzij een certificaat van benaming van oorsprong, conform het model in bijlage D bij de betrokken Overeenkomst, hetzij, bij wijze van afwijking, een document V I 1 of een uittreksel V I 2 voorzien van de vermeldingen bedoeld in artikel 9 van Verordening (EEG) nr. 3590/85⁽²⁾ ;

Overwegende dat voor de betrokken wijn de referentieprijzen franco grens van toepassing zijn ; dat deze wijn alleen voor dit contingent in aanmerking komt indien aan het bepaalde in artikel 54 van Verordening (EEG) nr. 822/87⁽³⁾ is voldaan ;

Overwegende dat in Verordening (EEG) nr. 2573/87 van de Raad van 11 augustus 1987 houdende vaststelling van de regeling welke van toepassing is op het handelsverkeer van Spanje en Portugal met Algerije, Egypte, Jordanië, Libanon, Tunesië en Turkije⁽⁴⁾ is bepaald dat het Koninkrijk Spanje met ingang van de datum van inwerkingtreding van die verordening een recht toepast dat het

⁽¹⁾ PB nr. L 297 van 21. 10. 1987, blz. 36.

⁽²⁾ PB nr. L 343 van 20. 12. 1985, blz. 20.

⁽³⁾ PB nr. L 84 van 7. 3. 1987, blz. 1.

⁽⁴⁾ PB nr. L 250 van 1. 9. 1987, blz. 1.

verschil tussen het basisrecht en het preferentieel recht verkleint, terwijl de Portugese Republiek de toepassing van de preferentiële regeling voor de betrokken produkten uitsluit tot het begin van de tweede fase; dat de onderhavige verordening derhalve van toepassing is in de Gemeenschap met uitzondering van Portugal;

Overwegende dat met name dient te worden gewaarborgd dat alle importeurs van de Gemeenschap te allen tijde en in gelijke mate gebruik kunnen maken van genoemd contingent en dat het aan dat contingent verbonden recht in alle Lid-Staten zonder onderbreking wordt toegepast op alle invoer van het betrokken produkt tot op het tijdstip waarop het contingent geheel is uitgeput; dat het aangewezen lijkt om niet in een verdeling tussen de Lid-Staten te voorzien, onverminderd het opnemen uit het contingent van hoeveelheden die overeenstemmen met hun behoeften onder nader te bepalen voorwaarden en volgens een nader te bepalen procedure; dat deze wijze van beheer een nauwe samenwerking vereist tussen de Lid-Staten en de Commissie, die met name de uitputtingsgraad van het contingent moet kunnen volgen en de Lid-Staten daarover moet kunnen inlichten;

Overwegende dat, aangezien het Koninkrijk België, het Koninkrijk der Nederlanden en het Groothertogdom Luxemburg verenigd zijn in en vertegenwoordigd worden door de Benelux Economische Unie, elke handeling met betrekking tot het beheer van de door genoemde Economische Unie opgenomen / kan worden verricht door een van haar leden,

/ hoeveelheden

**HEEFT DE VOLGENDE VERORDENING
VASTGESTELD :**

Artikel 1

december

1. Van 1 november 1989 tot en met 31 / 19 90 wordt het douanerecht bij invoer in de Gemeenschap, met uitzondering van Portugal, van de hierna volgende produkten geschorst tot het niveau en binnen de grenzen van het desbetreffende communautaire tariefcontingent :

Volg-nummer	GN-code	Omschrijving	Omvang van het contingent (in hl)	Contingent-recht (in %)
09.1206	ex 2204 21 25 ex 2204 21 29 ex 2204 21 35 ex 2204 21 39	— Wijnen met een benaming van oorsprong die de volgende namen dragen : Coteaux de Tebourba, Coteaux d'Utique, Sidi-Salem, Kelibia, Thibar, Mornag, grand cru Mornag, met een effectief alcohol-volumegehalte van 15 % vol of minder en in verpakkingen inhoudende twee liter of minder, van oorsprong uit Tunesië	58 333 :	vrijstelling

Binnen de grenzen van dit tariefcontingent past het Koninkrijk Spanje douanerechten toe die worden berekend overeenkomstig hetgeen ter zake is bepaald in Verordening (EEG) nr. 2573/87.

2. Om in aanmerking te komen voor het in lid 1 bedoelde tariefcontingent moet de wijn zijn geproduceerd uit de oogst van 1977.

3. Voor de betrokken wijn zijn de referentieprijzen franco grens van toepassing.

Deze wijn kan alleen voor dit tariefcontingent in aanmerking komen onder de voorwaarde dat artikel 54 van Verordening (EEG) nr. 822/87 in acht wordt genomen.

4. Bij de invoer moet elk van deze wijnen vergezeld gaan van hetzij een certificaat van benaming van oorsprong, afgegeven door de bevoegde Tunesische overheidsinstantie, conform het aan deze verordening gehechte model en waarin door deze overheidsinstantie in rubriek 16 moet worden verklaard dat deze wijn is geproduceerd uit de oogst van 1977, hetzij een document V I 1 of een uittreksel V I 2 voorzien van de vermeldingen bedoeld in artikel 9 van Verordening (EEG) nr. 3590/85.

Artikel 2

Het in artikel 1 bedoelde tariefcontingent wordt beheerd door de Commissie, die alle administratieve maatregelen met het oog op een doeltreffend beheer kan nemen.

Artikel 3

Indien een importeur in een Lid-Staat, voor een produkt bedoeld in deze verordening, een aangifte tot het in het vrije verkeer brengen indient waarin een aanvraag om voor een preferentie in aanmerking te komen is opgenomen, en indien deze aangifte door de douaneautoriteiten wordt aanvaard, gaat de betrokken Lid-Staat, door middel van een kennisgeving aan de Commissie, over tot opneming uit het contingent van een gedeelte dat met die behoeften overeenstemt.

De verzoeken tot opneming met opgave van de datum waarop de betrokken aangiften zijn aanvaard, worden onverwijld aan de Commissie meegedeeld.

De opnemingen worden door de Commissie toegestaan met inachtneming van de datum waarop de aangiften tot het in het vrije verkeer brengen zijn aanvaard door de

douaneautoriteiten van de betrokken Lid-Staat, voor zover het saldo dit toelaat.

Indien een Lid-Staat de opgenomen hoeveelheden niet benut, stort hij deze zo spoedig mogelijk terug in het contingent.

Indien de gevraagde hoeveelheden hoger zijn dan het beschikbare saldo van het contingent, geschiedt de toedeling pro rata de verzoeken. De Lid-Staten worden over de verrichte trekkingen ingelicht.

Artikel 4

1. De Lid-Staten treffen alle dienstige maatregelen opdat de opnemingen krachtens artikel 3 zonder onderbreking kunnen worden afgeboekt op het communautaire contingent.
2. Elke Lid-Staat waarborgt de importeurs van de betrokken produkten vrije toegang tot het contingent zolang het saldo van het contingent zulks toelaat.
3. De Lid-Staten boeken de ingevoerde hoeveelheden op hun opnemingen af naar gelang de betrokken produkten bij de douane ten invoer in het vrije verkeer worden aangegeven.
4. De uitputtingsgraad van het contingent wordt vastgesteld op grond van de ingevoerde hoeveelheden die op de in lid 3 omschreven wijze zijn afgeboekt.

Artikel 5

De Lid-Staten en de Commissie werken nauw samen om te bereiken dat deze verordening wordt nagekomen.

Artikel 6

Deze verordening treedt in werking op 1 november 1989.

Deze verordening is verbindend in al haar onderdelen en is rechtstreeks toepasselijk in elke Lid-Staat.

Gedaan te Brussel,

Voor de Raad

De Voorzitter

Historical Archives of the European Commission

BIJLAGE

1. المصدر — Exporter — Exportateur :	2. الرقم — Number — Numéro :	00000
4. المرسل اليه — Consignee — Destinataire :	3. (Naam van instantie die de benaming van oorsprong garandeert)	
6. وسيلة النقل — Means of transport — Moyen de transport :	5. شهادة التسمية الاصلية CERTIFICATE OF DESIGNATION OF ORIGIN CERTIFICAT D'APPELLATION D'ORIGINE	
8. مكان الاخراج — Place of unloading — Lieu de déchargement :	7. (Benaming van oorsprong)	
9. الانواع والارقام ، عدد ونوع الطرود — Marks and numbers, number and kind of packages — Marques et numéros, nombre et nature des colis :	10. الوزن الخام Gross weight Poids brut	11. لترات Litres Litres
12. لترات بالحروف — Litres (in words) — Litres (en lettres) :		
13. تأشيرة الهيئة المرسلة — Certificate of the issuing authority — Visa de l'organisme émetteur :		
14. تأشيرة الجمارك — Customs' stamp — Visa de la douane :	(See the translation under No 15 — Voir traduction au n° 15)	

15. We hereby certify that the wine described in this certificate is wine produced within the wine district of and is considered by Tunisian legislation as entitled to the designation of origin '.....'.
The alcohol added to this wine is alcohol of vinous origin.

Nous certifions que le vin décrit dans ce certificat a été produit dans la zone de et est reconnu, suivant la loi tunisienne, comme ayant droit à la dénomination d'origine « ».
L'alcool ajouté à ce vin est de l'alcool d'origine vinique.

16. (1)

يحتفظ بهذه الخانة لمعلومات أخرى من الدولة المصدرة

(1) Space reserved for additional details given in the exporting country.

(1) Case réservée pour d'autres indications du pays exportateur.

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/90)
4. Objectif : Exécution d'une obligation contractuelle (accord CEE/Tunisie)
5. Mode de calcul :

Codes NC : ex 2204 21 25; ex 29; ex 35 et ex 39

Volume du contingent : 58 333 hl (14 mois)

Droit à appliquer : exemption

Droit du T.D.C. : 14,5 et 16,9 ECU/HL

6. Perte de recettes : 845 828 ECU

Un même contingent tarifaire a été ouvert pour l'exercice 1988/89 et une perte de recettes de 725 000 ECU a été inscrite.

$2205.19 \rightarrow 7\,793\text{ hl} \rightarrow 14,5\text{ ECU/hl}$

$50\,000 \times 14,5 = 725\,000\text{ ECU}$

$50\,000 + (2/12) \times 8\,333 \Rightarrow 58\,333\text{ ECU}$

$58\,333 \times 14,5 = 845\,828\text{ ECU}$

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

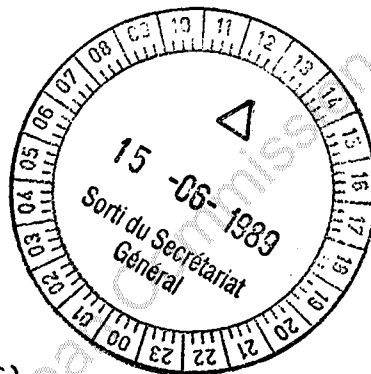
Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

COM(89)277 final

Brussels, 9 June 1989



Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC)

opening and providing for the administration of a Community tariff quota
for certain wines having a registered designation of origin,
originating in Tunisia (1989/90)

(presented by the Commission)

EXPLANATORY MEMORANDUM

1. Article 3 of the Additional Protocol to the Cooperation Agreement between the European Economic Community and the Republic of Tunisia provides for the opening of an annual Community tariff quota of 50 000 hl for the duty-free importation into the Community of certain wines having a registered designation of origin falling within CN codes ex 2204 21 25; ex 2204 21 29; ex 2204 21 35 and ex 2204 21 39 and originating in Tunisia. These wines must be put up in containers holding two litres or less.

However by virtue of the provisions of a common declaration of contracting parties forming an integral part of the said protocol, the accounting of the quantities of the products in question subject to quantitative limits, must begin on 1st January of each year. As a consequence, it is fitting to open the quota in question for the period 1 November 1989 to 31 December 1990 (14 months) and to adapt consequently the quota volume which, by application of the pro rata clause, must be fixed at 58 333 hls.

2. Council Regulation (EEC) no 2573/87 of 11 August 1987, fixing the rules applicable to exchanges between Spain and Portugal with Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Tunisia and Turkey, stipulates that, from the date of entry into force, Spain should apply a duty reducing the gap between the rates of basic duty and of preferential duty, whereas Portugal should defer application of the preferential arrangements for the product in question until the start of the second stage.

3. In the present case it is proposed that the entire quota volume be held as a Community reserve to which all Member States will have access in accordance with the procedure provided for in Article 1 (3) of the proposal for a Regulation.

This is the purpose of the attached proposal.

ANNEX : Proposal for a Regulation

Proposal for a
COUNCIL REGULATION (EEC) No

of

opening, allocating and providing for the administration of a Community tariff
quota for certain wines having a registered designation of origin and originating
in Tunisia (1989/90)

THE COUNCIL OF THE EUROPEAN COMMUNITIES,

Having regard to the Treaty establishing the European Economic Community and in particular Article 113 thereof,

Having regard to the proposal from the Commission,

Whereas Article 3 of the Additional Protocol to the Cooperation Agreement between the European Economic Community and the Republic of Tunisia ⁽¹⁾ stipulates that certain wines having a registered designation of origin falling within CN codes ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 and ex 2204 21 39 and originating in Tunisia, as specified in the Agreement in the form of an Exchange of Letters and produced from the 1977 and subsequent harvests, shall be imported into the Community free of customs duties within the limits of an annual Community tariff quota of 50 000 hectolitres;

Whereas by virtue of the provisions of a common declaration of the contracting parties forming an integral part of the said protocol the accounting of the quantities of the products in question must begin on 1st January each year; to keep this arrangement it is fitting to open the quota in question for the period 1st November 1989 to 31 December 1990 with the consequence that a quantity, by applying the pro rata clause, must be fixed at 58 333 hls;

Whereas these wines must be put up in containers holding two litres or less; whereas they must be accompanied either by a certificate of designation of origin in accordance with the model given in Annex D to the abovementioned Agreement or, by way of derogation, by a document VII or an extract VI 2 annotated in compliance with Article 9 of Regulation (EEC) No 3590/85 ⁽²⁾;

Whereas the wines in question are subject to compliance with the free-at-frontier reference price; whereas, in order for these wines to benefit from the tariff quota, article 54 of Regulation (EEC) No 822/87 ⁽³⁾ must be complied with;

Whereas Council Regulation (EEC) No 2573/87 of 11 August 1987 laying down the arrangements for trade between Spain and Portugal on the one hand and Algeria, Egypt, Jordan, Lebanon, Tunisia and Turkey on the

other ⁽⁴⁾ provides that the Kingdom of Spain and the Portuguese Republic shall apply, from the date on which the Regulation enters into force, a duty reducing the gap between the rate of the basic duty and that of the preferential duty; whereas the Portuguese Republic is to defer application of the preferential arrangements for the products in question until the start of the second stage; whereas this present Regulation therefore applies to the Community with the exception of Portugal;

Whereas equal and continuous access to the quota should be ensured for all Community importers and the rates laid down for the quota should be applied consistently to all imports of the product in question into all the Member States until the quota is exhausted; whereas it is appropriate not to provide for allocation among Member States, without prejudice to the drawing, on the tariff quota, of such quantities as they may need, under conditions and according to a procedure to be determined; whereas this method of administration requires close cooperation between the Member States and the Commission and the latter must in particular be able to monitor the rate at which the tariff quota is used and inform the Member States accordingly;

Whereas, since the Kingdom of Belgium, the Kingdom of the Netherlands and the Grand Duchy of Luxembourg are united within and jointly represented by the Benelux Economic Union, any operation concerning the administration of the drawings levied by that economic union may be carried out by any one of its members,

⁽¹⁾ OJ No L 297, 21. 10. 1987, p. 36.

⁽²⁾ OJ No L 343, 20. 12. 1985, p. 20.

⁽³⁾ OJ No L 84, 7. 3. 1987, p. 1.

⁽⁴⁾ OJ No L 250, 1. 9. 1987, p. 1.

Article 1

1. From 1 November 1989 to 31 December 1990 on import into the Community with the exception of Portugal, the customs duty for the following products shall be suspended at a level and within the limits of a Community tariff quota as follows :

Order No	CN code	Description	Amount of quota (in tonnes)	Quota duty (%)
09.1206	ex 2204 21 25 ex 2204 21 29 ex 2204 21 35 ex 2204 21 39	— Wines entitled to one of the following designations of origin : Coteaux de Tebourba, Coteaux d'Utique, Sidi-Salem, Kelibia, Thibar, Mornag, grand cru Mornag of an actual alcoholic strength of 15 % vol or less and in containers holding two litres or less, originating in Tunisia	58 333	free

Within the limits of this tariff quota, the Kingdom of Spain shall apply customs duties calculated in accordance with the relevant provisions of Regulation (EEC) No 2573/87.

2. Wines produced from the 1977 or subsequent harvest shall be eligible for the tariff quota referred to in paragraph 1.

3. The wines in question are subject to compliance with the free-at-frontier reference price.

The wines in question shall be eligible under this tariff quota on condition that the provisions of Article 54 of Regulation (EEC) No 822/87 are complied with.

4. Each of these wines when imported shall be accompanied either by a certificate of designation of origin, issued by the relevant Tunisian authority, in accordance with the model annexed to this Regulation and certifying in box 16 that the wines have been produced from the 1977 or subsequent harvests, or by a document VII or an extract VI2 annotated in

compliance with Article 9 of Regulation (EEC) No 3590/85.

Article 2

The tariff quota referred to in Article 1 shall be administered by the Commission, which may take any appropriate measure with a view to ensuring the efficient administration thereof.

Article 3

If an importer presents in a Member State a declaration of entry into free circulation including a request for preferential benefit for a product covered by this Regulation, and if this declaration is accepted by the customs authorities, the Member State concerned shall draw, from the tariff quota, by means of notification to the Commission, a quantity corresponding to these needs.

The requests for drawing, with the indication of the date of acceptance of the said declaration, must be communicated to the Commission without delay.

The drawings are granted by the Commission on the basis of the date of acceptance of the declaration of entry into free circulation by the customs authorities of the Member State concerned, to the extent that the available balance so permits.

If a Member State does not use the quantities drawn, it shall return them as soon as possible to the tariff quota.

If the quantities requested are greater than the available balance of the tariff quota, allocation shall be made on a *pro rata* basis with respect to the requests. Member States shall be informed by the Commission of the drawings made.

Article 4

1. Member States shall take all appropriate measures to ensure that their drawings pursuant to Article 3 enable imports to be charged without interruption against the Community quota.
2. Each Member State shall ensure that importers of the product concerned have free access to the quota for such times as the balance of the tariff quota so permits.
3. Member States shall charge imports of the said product against their drawings as and when such product is entered with the customs authorities under cover of declarations of entry into free circulation.
4. The extent to which the quota has been used up shall be determined on the basis of the imports charged in accordance with paragraph 3.

Article 5

The Member States and the Commission shall cooperate closely to ensure that this Regulation is complied with.

Article 6

This Regulation shall enter into force on 1 November 1989.

This Regulation shall be binding in its entirety and directly applicable in all Member States.

Done at Brussels,

For the Council
The President

ANNEX

1. المصدر — Exporter — Exportateur :	2. الرقم — Number — Numéro :	00000
4. المرسل اليه — Consignee — Destinataire :	3. (Name of authority guaranteeing the designation of origin)	
6. وسيلة النقل — Means of transport — Moyen de transport :	5. شهادة التسمية الاصلية CERTIFICATE OF DESIGNATION OF ORIGIN CERTIFICAT D'APPELLATION D'ORIGINE	
8. مكان الانزال — Place of unloading — Lieu de déchargement :	7. (Designation of origin)	
9. اعداد ونوع الطرود ، الانواع والارقام — Marks and numbers, number and kind of packages — Marques et numéros, nombre et nature des colis :	10. الوزن الخام Gross weight Poids brut	11. لترات Litres Litres
12. لترات (بالحروف) — Litres (in words) — Litres (en lettres) :		
13. تأشيرة الهيئة المرسلة — Certificate of the issuing authority — Visa de l'organisme émetteur :		
14. تأشيرة الجمارك — Customs' stamp — Visa de la douane :	(See the translation under No 15 — Voir traduction au n° 15)	

15. We hereby certify that the wine described in this certificate is wine produced within the wine district of and is considered by Tunisian legislation as entitled to the designation of origin '.....'.
The alcohol added to this wine is alcohol of vinous origin.
Nous certifions que le vin décrit dans ce certificat a été produit dans la zone de et est reconnu, suivant la loi tunisienne, comme ayant droit à la dénomination d'origine « ».
L'alcool ajouté à ce vin est de l'alcool d'origine vinique.

16 (')

يحتفظ بهذه الخانة لمعلومات أخرى من الدولة المصدرة

(') Space reserved for additional details given in the exporting country.

(') Case réservée pour d'autres indications du pays exportateur.

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/90)
4. Objectif : Exécution d'une obligation contractuelle (accord CEE/Tunisie)
5. Mode de calcul :

Codes NC : ex 2204 21 25; ex 29; ex 35 et ex 39
Volume du contingent : 58 333 hl (14 mois)
Droit à appliquer : exemption
Droit du T.D.C. : 14,5 et 16,9 ECU/HL
6. Perte de recettes : 845 828 ECU

Un même contingent tarifaire a été ouvert pour l'exercice 1988/89 et une perte de recettes de 725 000 ECU a été inscrite.

$2205.19 \rightarrow 7\,793 \text{ hl} \rightarrow 14,5 \text{ ECU/hl}$

$50\,000 \times 14,5 = 725\,000 \text{ ECU}$

$50\,000 + (2/12) \times 8\,333 \rightarrow 58\,333 \text{ ECU}$

$58\,333 \times 14,5 = 845\,828 \text{ ECU}$

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

11

KOMMISSIONEN FOR DE EUROPÆISKE FÆLLESSKABER

KOM (89) 277 endelig udg.

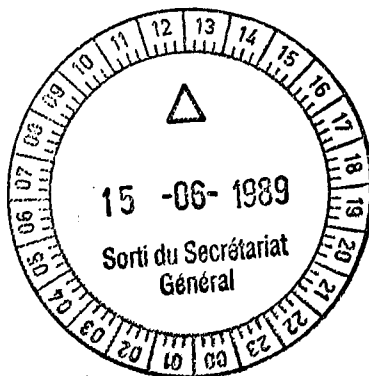
Bruxelles, den 9 . juni 1989

Forslag til

RÅDETS FORORDNING (EØF)

om åbning og forvaltning af et fællesskabstoldkontingent
for visse vine med oprindelsesbetegnelse, og med
oprindelse i Tunesien (1989/90)

(forelagt af Kommissionen)



BEGRUNDELSE

1. I artikel 3 i tillægsprotokollen til Samarbejdsaftalen mellem Det Europæiske Økonomiske Fællesskab og Den Tunesiske Republik er det fastsat, at der åbnes et årligt fællesskabskontingent på 50.000 hl med henblik på toldfri indførsel i Fællesskabet af visse vine med oprindelsesbetegnelse, henhørende under KN-koder ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 og ex 2204 21 39, som har oprindelse i Tunesien. Disse vine skal emballeres i beholdere med indhold på 2 l eller derunder.

I henhold til bestemmelserne i en af de kontraherende parter fremsat fælles erklæring, som udgør en integrerende del af ovennævnte protokol, skal bogføringen af de omhandlede varermængder, der er underkastet kvantitative begrænsninger, i midlertid starte den 1. januar hvert år. Det er derfor hensigtsmæssigt at åbne det pågældende kontingent for perioden fra den 1. november 1989 til den 31. december 1990 (14 måneder) og som følge heraf tilpasse kontingentmængden, der i medfør af klausulen pro rata temporis, skal fastsættes til 58 333 hl.

2. Det er i Rådets Forordning (EØF) nr. 2573/87 af 11. august 1987 om den ordning, der skal gælde for Spaniens og Portugals samhandel med Algeriet, Egypten, Jordan, Libanon, Tunesien og Tyrkiet fastsat, at Spanien fra ikrafttrædelsen skal anvende en toldsats, der formindsker forskellen mellem basistoldsatsen og præferencetoldsatsen, mens Portugal indtil begyndelsen af anden etape udsætter anvendelsen af præferenceordningen for de pågældende varer.
3. I dette tilfælde foreslås det, at hele kontingentmængden anvendes til oprettelse af en fællesskabsreserve, hvortil alle medlemsstaterne får adgang ifølge den procedure, der er fastsat i artikel 1, stk. 3, i den foreslåede forordning.

Dette er formålet med vedlagte forslag.

BILAG: Forslag til forordning.

af

om åbning og forvaltning af et fællesskabstoldkontingent for visse vine med oprindelsesbetegnelse, og med oprindelse i Tunesien (1989/90)

RÅDET FOR DE EUROPÆISKE
FÆLLESSKABER HAR —

under henvisning til Traktaten om Oprettelse af Det Europæiske Økonomiske Fællesskab, særlig artikel 113,

under henvisning til forslag fra Kommissionen, og

ud fra følgende betragtninger:

I henhold til artikel 3 i tillægsprotokollen til Samarbejdsaftalen mellem Det Europæiske Økonomiske Fællesskab og Den Tunesiske Republik⁽¹⁾ indrømmes der for visse vine med oprindelsesbetegnelse, henhørende under KN-kode ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 og ex 2204 21 39 og med oprindelse i Tunesien, som er nærmere angivet i aftalen i form af brevveksling, og som er fremstillet på grundlag af 1977-høsten, fritagelse for told ved indførsel i Fællesskabet inden for rammerne af et årligt fællesskabstoldkontingent på 50 000 hl;

i henhold til bestemmelserne i en af de kontraherende parter fremsat erklæring, som udgør en integrerende del af ovennævnte protokol, skal bogføringen af de omhandlede varemængder starte den 1. januar hvert år; for at opfylde denne forpligtelse er det hensigtsmæssigt, at åbne det pågældende kontingent for perioden fra den 1. november 1989 til den 31. december 1990 med en mængde, der i medfør af klausulen pro rata temporis, skal fastsættes til 58 333 hl.;

disse vine skal frembydes i beholdere med indhold på 2 liter eller derunder; de skal være ledsaget enten af et certifikat for oprindelsesbetegnelse i overensstemmelse med modellen i bilag D til den nævnte aftale eller undtagelsesvis af et V I 1-dokument eller et V I 2-uddrag, der er påtegnet i overensstemmelse med artikel 9 i Rådets forordning (EØF) nr. 3590/85⁽²⁾;

for de pågældende vine gælder referenceprisen franko grænse; for at disse vine kan omfattes af toldkontingentet, skal artikel 54 i Rådets forordning (EØF) nr. 822/87⁽³⁾ være overholdt;

i Rådets forordning (EØF) nr. 2573/87 af 11. august 1987 om den ordning, der skal gælde for Spaniens og Portugals samhandel med Algeriet, Egypten, Jordan, Libanon,

Tunesien og Tyrkiet⁽⁴⁾, bestemmes det, at Kongeriget Spanien fra den pågældende forordnings ikrafttræden skal anvende én toldsats, der formindsker forskellen mellem basistoldsatsen og præferencetoldsatsen, medens Republikken Portugal indtil begyndelsen af anden etape udsætter anvendelsen af præferenceordningen for de pågældende varer; nærværende forordning finder derfor anvendelse for Fællesskabet med undtagelse af Portugal;

det bør navnlig sikres, at alle Fællesskabets importører har lige og kontinuerlig adgang til det nævnte kontingent, samt at der, indtil dette er opbrugt, uden afbrydelse anvendes den for dette kontingent fastsatte sats ved enhver indførsel af den pågældende vare i medlemsstaterne; det er imidlertid ikke hensigtsmæssigt at fastsætte bestemmelser om en fordeling mellem medlemsstaterne, uden at dette dog er til hinder for, at disse i henhold til betingelser og en fremgangsmåde, som skal fastsættes nærmere, trækker på kontingentet i det omfang, de har behov herfor; denne forvaltningsmetode kræver et snævert samarbejde mellem medlemsstaterne og Kommissionen, idet denne især skal kunne følge udviklingen i kontingentets udnyttelsesgrad og underrette medlemsstaterne herom;

da Kongeriget Belgien, Kongeriget Nederlandene og Storerhertugdømmet Luxembourg er forenet i og repræsenteres af Den Økonomiske Union Benelux, kan enhver disposition vedrørende forvaltningen af de træk, der foretages af nævnte økonomiske union, træffes af et af dens medlemmer —

⁽⁴⁾ EFT nr. L 250 af 1. 9. 1987, s. 1.

⁽¹⁾ EFT nr. L 297 af 21. 10. 1987, s. 36.

⁽²⁾ EFT nr. L 343 af 20. 12. 1985, s. 20.

⁽³⁾ EFT nr. L 84 af 7. 3. 1987, s. 1.

UDSTEDT FØLGENDE FORORDNING:

Artikel 1

1. I perioden fra 1. november 1989 til 31. december 1990 suspenderes den gældende toldsats ved indførsel i Fællesskabet med undtagelse af Portugal af nedennævnte varer til det niveau og inden for rammerne af det fællesskabstoldkontingent, der er anført nedenfor:

Løbenummer	KN-kode	Varebeskrivelse	Kontingentmængde (hl)	Kontingent-toldsats (%)
09.1206	ex 2204 21 25 ex 2204 21 29 ex 2204 21 35 ex 2204 21 39	— vin med oprindelsesbetegnelse og benævnt som følger: Coteaux de Tebourba, Coteaux d'Utique, Sidi-Salem, Kelibia, Thibar, Mornag, grand cru Mornag, med et virkeligt alkoholindhold på 15 % vol og derunder og i beholdere med indhold af to liter og derunder, med oprindelse i Tunesien	58 333	fri

Inden for rammerne af dette toldkontingent anvender Kongeriget Spanien toldsats, der er beregnet i henhold til de herom fastsatte bestemmelser i forordning (EØF) nr. 2573/87.

2. Det i stk. 1 omhandlede toldkontingent gælder for vine, der er fremstillet på grundlag af høsten fra 1977 eller senere.

3. For de omhandlede vine gælder referenceprisen franko grænse.

Artikel 54 i forordning (EØF) nr. 822/87 skal iagttages, for at de omhandlede vine kan omfattes af det nævnte kontingent.

4. Disse vine skal ved indførsel ledsages enten af et certifikat for oprindelsesbetegnelse, der er udstedt af den kompetente tunesiske myndighed i overensstemmelse med den model, der er knyttet som bilag til denne forordning, og i hvilket disse myndigheder i rubrik nr. 16 attesterer, at de pågældende vine er fremstillet på grundlag af høsten fra 1977 eller senere, eller af et V I 1-dokument eller et V I 2-uddrag, der er påtegnet i overensstemmelse med artikel 9 i forordning (EØF) nr. 3590/85.

Artikel 2

Det i artikel 1 nævnte toldkontingent forvaltes af Kommissionen, der kan træffe enhver administrativ foranstaltning med henblik på at sikre en effektiv forvaltning heraf.

Artikel 3

Såfremt en importør i en medlemsstat indgiver en angivelse til fri omsætning med anmodning om præferencebehandling for en vare, der er omfattet af denne forordning og såfremt denne angivelse antages af toldmyndighederne, trækker den pågældende medlemsstat ved meddelelse til Kommissionen en mængde svarende til dens behov.

Anmodningerne om sådanne træk med oplysning om antagelsesdatoen for nævnte angivelser skal straks fremsendes til Kommissionen.

Sådanne træk tillades af Kommissionen afhængigt af datoen for toldmyndighedernes antagelse af angivelserne til fri omsætning i den pågældende medlemsstat i det omfang, den disponible restmængde giver mulighed herfor.

Hvis en medlemsstat ikke udnytter de trukne mængder, tilbagefører den snarest muligt disse til kontingentmængden.

Hvis de mængder, der anmodes om, overstiger den disponible restmængde, finder tildelingen sted i forhold til de enkelte anmodninger. Medlemsstaterne underrettes herom af Kommissionen.

Artikel 4

1. Medlemsstaterne træffer alle hensigtsmæssige foranstaltninger til, at de mængder, de har trukket i henhold til artikel 3, gør det muligt uden afbrydelse at foretage afskrivninger på fællesskabskontingentet.
2. Medlemsstaterne sikrer importørerne af den pågældende vare fri adgang til kontingentet, så længe den resterende kontingentmængde giver mulighed herfor.
3. Medlemsstaterne afskriver indførslerne af den pågældende vare på de trukne mængder, efterhånden som varen frembydes for toldvæsenet med angivelse til fri omsætning.
4. Kontingentets udnyttelsesgrad konstateres på grundlag af de indførsler, der afskrives på de i stk. 3 opstillede betingelser.

Artikel 5

Medlemsstaterne og Kommissionen indgår et snævert samarbejde for at sikre, at denne forordning overholdes.

Artikel 6

Denne forordning træder i kraft den 1. november 1989.

Denne forordning er bindende i alle enkeltheder og gælder umiddelbart i hver medlemsstat.

Udfærdiget i Bruxelles, den

På Rådets vegne

Formand

BILAG

1. المصدر — Exporter — Exportateur :	2. الرقم — Number — Numéro :	00000
4. المرسل اليه — Consignee — Destinataire :	3. (Navnet på det organ, som garanterer oprindelsesbetegnelsen)	
6. وسيلة النقل — Means of transport — Moyen de transport :	5. شهادة التسمية الاصلية CERTIFICATE OF DESIGNATION OF ORIGIN CERTIFICAT D'APPELLATION D'ORIGINE	
8. مكان الانزال — Place of unloading — Lieu de déchargement :	7. (Oprindelsesbetegnelse)	
9. اعداد ونوع الطرود ، الانواع والارقام — Marks and numbers, number and kind of packages — Marques et numéros, nombre et nature des colis :	10. الوزن الخام Gross weight Poids brut	11. لترات Litres Litres
12. لترات (بالحروف) — Litres (in words) — Litres (en lettres) :		
13. تأشيرة الهيئة المرسلة — Certificate of the issuing authority — Visa de l'organisme émetteur :		
14. تأشيرة الجمارك — Customs' stamp — Visa de la douane :	(See the translation under No 15 — Voir traduction au n° 15)	

15. We hereby certify that the wine described in this certificate is wine produced within the wine district of and is considered by Tunisian legislation as entitled to the designation of origin '.....'.
The alcohol added to this wine is alcohol of vinous origin.
Nous certifions que le vin décrit dans ce certificat a été produit dans la zone de et est reconnu, suivant la loi tunisienne, comme ayant droit à la dénomination d'origine « ».
L'alcool ajouté à ce vin est de l'alcool d'origine vinique.

16. (¹)

محفظ بهذه الخانة لمعلومات أخرى من الدولة المصدرة

(¹) Space reserved for additional details given in the exporting country.

(¹) Case réservée pour d'autres indications du pays exportateur.

FICHE FINANCIERE

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/90)
4. Objectif : Exécution d'une obligation contractuelle (accord CEE/Tunisie)

5. Mode de calcul :

Codes NC : ex 2204 21 25; ex 29; ex 35 et ex 39

Volume du contingent : 58 333 hl (14 mois)

Droit à appliquer : exemption

Droit du T.D.C. : 14,5 et 16,9 ECU/HL

6. Perte de recettes : 845 828 ECU

Un même contingent tarifaire a été ouvert pour l'exercice 1988/89 et une perte de recettes de 725 000 ECU a été inscrite.

$2205.19 \rightarrow 7\,793 \text{ hl} \rightarrow 14,5 \text{ ECU/hl}$

$50\,000 \times 14,5 = 725\,000 \text{ ECU}$

$50\,000 + (2/12) \times 8\,333 \Rightarrow 58\,333 \text{ ECU}$

$58\,333 \times 14,5 = 845\,828 \text{ ECU}$

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ

ΚΟΜ (89) 277 τελικό

Βρυξέλλες, 9 Ιουνίου 1989

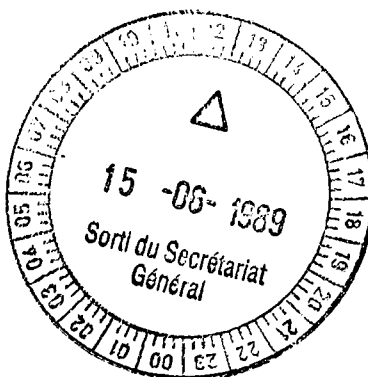
Πρόταση

ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΥ (ΕΟΚ) ΤΟΥ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΥ

για το άνοιγμα, και τον τρόπο διαχείρισης
κοινοτικής δασμολογικής ποσόστωσης ορισμένων κρασιών,
με ονομασία προέλευσης, καταγωγής Τυνησίας,

(1989 / 1990)

(υποβληθείσα από την Επιτροπή)



ΑΙΤΙΟΛΟΓΙΚΗ ΕΚΘΕΣΗ

1. Το πρόσθετο πρωτόκολλο της συμφωνίας συνεργασίας μεταξύ της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και της Δημοκρατίας της Τυνησίας, προβλέπει στο άρθρο 3, το άνοιγμα μιας ετήσιας κοινοτικής δασμολογικής ποσόστωσης 50.000 εκατολίων ενόψει της εισαγωγής, με απαλλαγή από τους δασμούς, στην κοινότητα ορισμένων κρασιών, με ονομασία προέλευσης, που υπάγονται στους Κωδικούς ΣΟ ΕΧ 2204 21 25, ΕΧ 2204 21 29, ΕΧ 2204 21 35 και ΕΧ 2204 21 39, καταγωγής Τυνησίας. Τα κρασιά αυτά πρέπει να παρουσιάζονται σε δοχεία που δεν υπερβαίνουν τα δύο λίτρα.

Εν τούτοις με βάση τις διατάξεις κοινής δήλωσης των συμβαλλομένων μερών που αποτελεί αναπόσπαστο τμήμα του εν λόγω πρωτοκόλλου, ο υπολογισμός των ποσοτήτων των εν λόγω προϊόντων που υπόκεινται σε ποσοτικούς περιορισμούς πρέπει να αρχίσει την 1η Ιανουαρίου κάθε έτους. Κατά συνέπεια, πρέπει να προβλεφτεί το άνοιγμα της ποσόστωσης αυτής για την περίοδο από 1ης Νοεμβρίου 1989 μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1990 (14 μήνες) και να προσαρμοστεί κατά την έννοια αυτή η ποσότητα της ποσόστωσης η οποία, κατ'εφαρμογήν της ρήτρας PRO VATA TEMPORIS, θα πρέπει να καθοριστεί στα 58.333 εκατόλιτρα.

2. Ο κανονισμός (ΕΟΚ) αριθ. 2573/87 του Συμβουλίου, της 11 Αυγούστου 1987, για το καθορισμό του καθεστώτος συναλλαγών της Ισπανίας και της Πορτογαλίας με την Αλγερία, την Αίγυπτο, την Ιορδανία, το Λίβανο, την Τυνησία και την Τουρκία, προβλέπει ότι η Ισπανία θα εφαρμόσει αμέσως μετά την έναρξη ισχύος του, ένα δασμό ο οποίος θα μειώνει τη διαφορά μεταξύ του συντελεστή του βασικού δασμού και του συντελεστή του προτιμησιακού δασμού, ενώ η Πορτογαλία θα καθυστερήσει, μέχρι την αρχή του δεύτερου σταδίου την εφαρμογή του προτιμησιακού καθεστώτος για τα εν λόγω προϊόντα.

3. Στην παρούσα περίπτωση προτείνεται να διατεθεί το σύνολο των ποσοτήτων των ποσώσεων για τη δημιουργία κοινοτικών αποθεμάτων στα οποία θα έχουν πρόσβαση όλα τα κράτη μέλη σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται στο άρθρο 3 του προτεινόμενου Κανονισμού.

Αυτό είναι το αντικείμενο της συνημμένης πρότασης.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ : 1 πρόταση κανονισμού.

της

για το άνοιγμα και τον τρόπο διαχείρισης κοινοτικής δασμολογικής ποσότητας
στις για όριαμένα γεωγραφικά προϊόντα καταγωγής Τυνησίας (1989/90)

ΤΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΩΝ ΕΥΡΩΠΑΪΚΩΝ ΚΟΙΝΟΤΗΤΩΝ,

Έχοντας υπόψη:

τη συνθήκη για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας, και ιδίως το άρθρο 113,

την πρόταση της Επιτροπής,

Εκτιμώντας:

ότι το πρόσθετο πρωτόκολλο της συμφωνίας συνεργασίας μεταξύ της Ευρωπαϊκής Οικονομικής Κοινότητας και της Δημοκρατίας της Τυνησίας⁽¹⁾ προβλέπει στο άρθρο 3 ότι ορισμένα κρασιά με ονομασία προέλευσης, που υπάγονται στους κωδικούς ΣΟ ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 και ex 2204 21 39, καταγωγής Τυνησίας, και τα οποία προσδιορίζονται στη συμφωνία υπό μορφήν ανταλλαγής επιστολών και προέρχονται από συγκιμιδές που αρχίζουν από το 1977, απαλλάσσονται από τους εισαγωγικούς δασμούς στην Κοινότητα μέσα στα όρια μιας ετήσιας κοινοτικής δασμολογικής ποσόστωσης 50 000 εκατολίτρων· ότι με βάση τις διατάξεις κοινής δήλωσης των αμμιλλομένων μερών, η οποία αποτελεί αναπόσπαστο τμήμα του ενλόγου πρωτοκόλλου, ο υπολογισμός των ποσοτήτων των ενλόγου προϊόντων πρέπει να αρχίζει την 1η Ιανουαρίου κάθε έτους· ότι προκειμένου να τηρηθεί η ενλόγου δέσμευση πρέπει να ανοιχτεί η ποσόστωση για την περίοδο από 1ης Ιανουαρίου 1989 μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1990 για ποσότητα η οποία, κατ'εφαρμογήν της ρήτρας PRO RATA TEMPORIS, πρέπει να καθοριστεί στα 58.333 εκατολίτρα.

ότι τα κρασιά αυτά πρέπει να παρουσιάζονται σε φιάλες περιεκτικότητας μέχρι δύο λίτρων· ότι πρέπει να συνοδεύονται από πιστοποιητικό ονομασίας προέλευσης σύμφωνα με το υπόδειγμα που περιλαμβάνεται στο παράρτημα Δ της εν λόγω συμφωνίας ή, κατά παρέκκλιση, από παραστατικό VI 1 ή από απόσπασμα VI 2 συμπληρωμένο σύμφωνα με το άρθρο 9 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 3590/85⁽²⁾.

ότι τα εν λόγω κρασιά υπόκεινται στην τήρηση της τιμής αναγωγής «ελεύθερο στα σύνορα»· ότι, για να υπαχθούν τα κρασιά αυτά στην εν λόγω δασμολογική ποσόστωση, πρέπει να τηρηθεί το άρθρο 54 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 822/87⁽³⁾.

ότι στον κανονισμό (ΕΟΚ) αριθ. 2573/87 του Συμβουλίου της 11ης Αυγούστου 1987 για τον καθορισμό του καθεστώτος συναλλαγών της Ισπανίας και της Πορτογαλίας με την Αλγερία, την Αίγυπτο, την Ιορδανία, το Λίβανο, την Τυνη-

σία και την Τουρκία⁽⁴⁾, προβλέπεται ότι το Βασίλειο της Ισπανίας εφαρμόζει, αμέσως μετά την έναρξη ισχύος του κανονισμού αυτού, δασμό ο οποίος μειώνει τη διαφορά μεταξύ του συντελεστή του δασμού βάσης και του συντελεστή του προτιμησιακού δασμού, ενώ η Πορτογαλική Δημοκρατία αναβάλλει, μέχρι την έναρξη του δεύτερου σταδίου, την εφαρμογή του προτιμησιακού καθεστώτος για τα εν λόγω προϊόντα· ότι, επομένως, ο παρών κανονισμός εφαρμόζεται στην Κοινότητα εκτός από την Πορτογαλία,

ότι πρέπει, ιδίως να εξασφαλιστεί η ίση και συνεχής πρόσβαση όλων των εισαγωγών της Κοινότητας στην εν λόγω ποσόστωση και η αδιάλειπτη εφαρμογή των δαμίων

που προβλέπονται γι' αυτήν, σε όλες τις εισαγωγές του εν λόγω προϊόντος σε όλα τα κράτη μέλη, μέχρι την εξάντλησή της· ότι, στη συγκεκριμένη περίπτωση πρέπει να μην προβλεφθεί κατανομή μεταξύ των κρατών μελών, με την επιφύλαξη της ανάληψης από το σύνολο των ποσοστώσεων, των ποσοτήτων που αντιστοιχούν στις ανάγκες των κρατών μελών σύμφωνα με μια διαδικασία που θα καθοριστεί· ότι αυτός ο τρόπος διαχείρισης απαιτεί στενή συνεργασία μεταξύ των κρατών μελών και της Επιτροπής, η οποία πρέπει ιδίως να μπορεί να παρακολουθεί το βαθμό εξάντλησης της ποσόστωσης και να ενημερώνει σχετικά τα κράτη μέλη·

ότι, δεδομένου ότι το Βασίλειο του Βελγίου, το Βασίλειο των Κάτω Χωρών και το Μεγάλο Δουκάτο του Λουξεμβούργου έχουν συνενωθεί και αντιπροσωπεύονται από την οικονομική ένωση Μπενελούξ, κάθε πράξη σχετική με τη διαχείριση των αναλήψεων που πραγματοποιούνται από την εν λόγω οικονομική ένωση μπορεί να γίνεται από ένα από τα μέλη της.

(1) ΕΕ αριθ. L 297 της 21. 10. 1987, σ. 36.

(2) ΕΕ αριθ. L 343 της 20. 12. 1985, σ. 20.

(3) ΕΕ αριθ. L 84 της 7. 3. 1987, σ. 1.

(4) ΕΕ αριθ. L 250 της 1.9.1987, σ. 1.

ΕΞΕΔΩΣΕ ΤΟΝ ΠΑΡΟΝΤΑ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟ:

Άρθρο 1

1. Κατά τη διάρκεια της περιόδου από την 1ης Νοεμβρίου 1989 μέχρι τις 31 Δεκεμβρίου 1990, ο δασμός που εφαρμόζεται κατά την εισαγωγή στην Κοινότητα, για τα προϊόντα που περιγράφονται στη συνέχεια, αναστέλλεται στο ύψος και μέσα στα όρια κοινοτικής δασμολογικής ποσόστωσης που περιγράφεται παρακάτω :

Αύξων αριθμός	Κωδικός ΣΟ	Περιγραφή εμπορευμάτων	Μέγεθος της ποσόστωσης (σε τόνους)	Ποσοστιαίος δασμός (σε %)
09.1206	EX 2204 21 25 EX 2204 21 29 EX 2204 21 35 EX 2204 21 39	- Κρασιά με ονομασία προέλευσης που φέρουν τις ακόλουθες ονομασίες COTEAUX DE TEBOURA, COTEAUX D'UTIQUE, SIDI-SALEM, KELIBIA, THIBAR, MORNAG, GRAND CRU MORNANG, με αποκτημένο αλκοολικό τίτλο 15% vol ή λιγότερο, που παρουσιάζονται σε φιάλες περιεκτικότητας μέχρι δύο λίτρων, καταγωγής Τυνησίας	58.333	ατελώς

Μέσα στα όρια αυτής της δασμολογικής ποσόστωσης, το Βασίλειο της Ισπανίας εφαρμόζει δασμούς που υπολογίζονται σύμφωνα με τις σχετικές διατάξεις του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 2573/87.

2. Στη δασμολογική ποσόστωση η οποία αναφέρεται στην παράγραφο 1, γίνονται δεκτά τα κρασιά τα οποία έχουν παραχθεί από την εσοδεία του 1977 και εξής.

3. Στα εν λόγω κρασιά εφαρμόζεται η τιμή αναγωγής "ελεύθερο στα σύνορα".

Προκειμένου να μπορέσουν τα κρασιά να υπαχθούν στην εν λόγω δασμολογική ποσόστωση, πρέπει να τηρηθεί το άρθρο 54 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 822/87.

4. Κατά την εισαγωγή, καθένα από τα κρασιά αυτά πρέπει να συνοδεύεται από πιστοποιητικό ονομασίας προέλευσης, εκδοθέν από την αρμόδια τυνησιακή αρχή σύμφωνα με το προσαρτημένο στον παρόντα κανονισμό υπόδειγμα, το οποίο πιστοποιεί, στη στήλη αριθ. 16, ότι τα κρασιά αυτά έχουν παραχθεί από την εσοδεία του 1977 και εξής, ή υπό παραστατικό VI 1 ή από απόσπασμα VI 2 συμπληρωμένο σύμφωνα με το άρθρο 9 του κανονισμού (ΕΟΚ) αριθ. 3590/85.

Άρθρο 2

Η Επιτροπή διαχειρίζεται τη δασμολογική ποσόστωση που αναφέρεται στο άρθρο 1 και μπορεί να λαμβάνει κάθε χρήσιμο διοικητικό μέτρο για να εξασφαλίσει την αποτελεσματική διαχείρισή της.

Άρθρο 3

Εάν ένας εισαγωγέας υποβάλλει σε κράτος μέλος διασάφηση θέσης σε ελεύθερη κυκλοφορία στην οποία περιλαμβάνεται αίτηση χορήγησης του ευεργετήματος του προσημειωμένου καθεστώτος για ένα προϊόν που αναφέρεται από τον παρόντα κανονισμό και εάν αυτή η διασάφηση γίνει δεκτή από τις τελωνειακές αρχές, το ενδιαφερόμενο κράτος μέλος, με κοινοποίηση στην Επιτροπή, αντλεί από την ποσόστωση ποσότητα που αντιστοιχεί στις ανάγκες αυτές.

Οι αιτήσεις για ανάληψη με την ένδειξη της ημερομηνίας αποδοχής της εν λόγω διασάφησης, πρέπει να διαβιβάζονται, χωρίς καθυστέρηση, στην Επιτροπή.

Το δικαίωμα των αναλήψεων παρέχεται από την Επιτροπή με συντηρηση με την ημερομηνία αποδοχής των διασαφήσεων θέσης σε ελεύθερη κυκλοφορία από τις τελωνειακές αρχές του ενδιαφερόμενου κράτους μέλους, στο μέτρο που το διαθέσιμο υπόλοιπο το επιτρέπει.

Εάν ένα κράτος μέλος δεν χρησιμοποιήσει τις ποσότητες που άνηλθε, τις επιστρέφει, μόλις τούτο καταστεί δυνατόν, στην ποσόστωση.

Εάν οι αιτούμενες ποσότητες είναι μεγαλύτερες από το διαθέσιμο υπόλοιπο της ποσόστωσης, η απονομή γίνεται ανάλογα με τις αιτήσεις. Η Επιτροπή ενημερώνει τα κράτη μέλη σχετικά με τις πραγματοποιηθείσες αναλήψεις.

Άρθρο 4

1. Τα κράτη μέλη θεσπίζουν κάθε χρήσιμη διάταξη ώστε το άνοιγμα των μεριδίων τα οποία αναλαμβάνουν κατ' εφαρμογή του άρθρου 3, να καθιστούν δυνατό τον συνεχή καταλογισμό στην ΚΟΙΝΟΤΙΚΗ ΠΟΣΟΣΤΩΣΗ.

2. Τα κράτη μέλη εγγυώνται στους εισαγωγείς του εν λόγω προϊόντος την ελεύθερη πρόσβαση στην ποσόστωση, εφόσον το διαθέσιμο υπόλοιπο της ποσόστωσης το επιτρέπει.

3. Τα κράτη μέλη προβαίνουν στον καταλογισμό των αναλήψεων από τις εισαγωγές του εν λόγω προϊόντος στο μερίδιό τους, με το ρυθμό που το προϊόν παρουσιάζεται στο τελωνείο υπό την κάλυψη διασαφήσεων θέσης σε ελεύθερη κυκλοφορία.

4. Ο βαθμός εξάντλησης της πρόσδεσης διαπιστώνεται βάσει των εισαγωγών που καταλογίζονται σύμφωνα με τους όρους της παραγράφου 3.

Άρθρο 5

ια κράτη μέλη και η Επιτροπή συνεργάζονται στενά για να εξασφαλίσουν την τήρηση του παρόντος κανονισμού.

Άρθρο 6

Ο παρών κανονισμός αρχίζει να ισχύει την 1η Νοεμβρίου 1989.

Ο παρών κανονισμός είναι δεσμευτικός ως προς όλα τα μέρη του και ισχύει άμεσα σε κάθε κράτος μέλος.

Βρυξέλλες,

Για το Συμβούλιο
Ο Πρόεδρος

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ

1. المصدر — Exporter, — Exportateur :	2. الرقم — Number — Numéro :	00000
4. المرسل اليه — Consignee — Destinataire :	3. (Ονομασία οργανισμού αρμόδιου για την ονομασία προελεύσεως)	
6. وسيلة النقل — Means of transport — Moyen de transport :	5. شهادة السمة الاصلية CERTIFICATE OF DESIGNATION OF ORIGIN CERTIFICAT D'APPELLATION D'ORIGINE	
8. مكان الامراع — Place of unloading — Lieu de déchargement :	7. (Ονομασία προελεύσεως)	
9. الانواع والارقام ، عدد ونوع الطرود Marks and numbers, number and kind of packages — Marques et numéros, nombre et nature des colis :	10. الوزن الخام Gross weight Poids brut	11. ليمرات Litres Litres
12. ليمرات بالحروف — Litres (in words) — Litres (en lettres) :		
13. تأشيرة الهيئة المرسلة — Certificate of the issuing authority — Visa de l'organisme emetteur		
14. تأشيرة الجمرك — Customs' stamp — Visa de la douane :	(See the translation under No 15 — Voir traduction au n° 15)	

15. We hereby certify that the wine described in this certificate is wine produced within the wine district of and is considered by Tunisian legislation as entitled to the designation of origin
The alcohol added to this wine is alcohol of vinous origin.

Nous certifions que le vin décrit dans ce certificat a été produit dans la zone de et est reconnu, suivant la loi tunisienne, comme ayant droit à la dénomination d'origine « ».
L'alcool ajouté à ce vin est de l'alcool d'origine vinique.

16. (1)

يحتفظ بهذه الخانة لملاحظات أخرى من الدولة المصدره

(1) Space reserved for additional details given in the exporting country.

(1) Case réservée pour d'autres indications du pays exportateur.

FICHE FINANCIERE

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/90)
4. Objectif : Exécution d'une obligation contractuelle (accord CEE/Tunisie)

5. Mode de calcul :

Codes NC : ex 2204 21 25; ex 29; ex 35 et ex 39

Volume du contingent : 58 333 hl (14 mois)

Droit à appliquer : exemption

Droit du T.D.C. : 14,5 et 16,9 ECU/HL

6. Perte de recettes : 845 828 ECU

Un même contingent tarifaire a été ouvert pour l'exercice 1988/89 et une perte de recettes de 725 000 ECU a été inscrite.

$2205.19 \rightarrow 7\,793 \text{ hl} \rightarrow 14,5 \text{ ECU/hl}$

$50\,000 \times 14,5 = 725\,000 \text{ ECU}$

$50\,000 + (2/12) \times 8\,333 \Rightarrow 58\,333 \text{ ECU}$

$58\,333 \times 14,5 = 845\,828 \text{ ECU}$

ET DE L'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COMISIÓN DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS

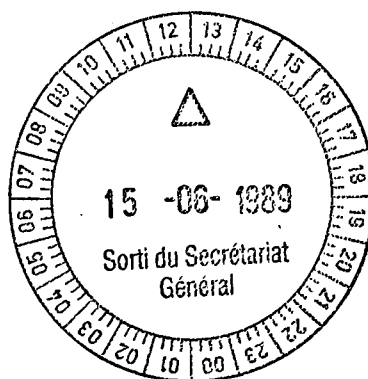
COM (89) 277 final

Bruselas, 9 de junio de 1989

Propuesta de REGLAMENTO (CEE) DEL CONSEJO

por el que se establece la apertura y modo de gestión de un
contingente arancelario comunitario de determinados vinos de
denominación de origen, originarios de Túnez (1989/1990)

(presentada por la Comisión)



1. Le protocole additionnel de l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République tunisienne, prévoit en son article 3, l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire annuel de 50.000 hectolitres en vue de l'importation, en exemption de droits, dans la Communauté, de certains vins d'appellation d'origine, relevant des codes NC ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 et ex 2204 21 39, originaires de la Tunisie. Ces vins doivent être présentés en récipients contenant deux litres ou moins.

Toutefois, en vertu des dispositions d'une déclaration commune des parties contractantes faisant partie intégrante dudit protocole, la comptabilisation des quantités de produits en question soumis à des limites quantitatives doit débiter le 1er janvier de chaque année. Par conséquent il convient d'ouvrir le contingent en cause pour la période du 1er novembre 1989 au 31 décembre 1990 (14 mois) et d'adapter en conséquence le volume contingentaire qui, en application de la clause pro rata temporis, doit être fixé à 58 333 hl.

2. Le règlement (CEE) no. 2573/87 du Conseil, du 11 août 1987, fixant le régime applicable aux échanges de l'Espagne et du Portugal avec l'Algérie, l'Égypte, la Jordanie, le Liban, la Tunisie et la Turquie prévoit que l'Espagne,

s'applique, dès son entrée en vigueur, un droit réduisant l'écart entre le taux de droit de base et le taux du droit préférentiel tandis que le Portugal diffère, jusqu'au début de la deuxième étape, l'application du régime préférentiel pour les produits en question.

3. Dans le cas présent, il est proposé d'affecter la totalité des volumes contingentaires à la constitution d'une réserve communautaire, à laquelle auront accès tous les États membres selon la procédure prévue à l'article 3 du règlement proposé.

Tel est l'objet de la proposition ci-annexée.

ANNEXE : 1 proposition de règlement.

REGLAMENTO (CEE) N° /89 DEL CONSEJO

de

relativo a la apertura, y modo de gestión de un contingente arancelario
comunitario de determinados vinos de denominación de origen, originarios de
Túnez (1989/1990)

EL CONSEJO DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS,

Visto el Tratado constitutivo de la Comunidad Económica Europea y, en particular, su artículo 113,

Considerando que el Protocolo adicional del Acuerdo de Cooperación entre la Comunidad Económica Europea y la República de Túnez⁽¹⁾ establece en su artículo 3 que determinados vinos de denominación de origen, de los códigos NC ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 y ex 2204 21 39, originarios de Túnez, especificados en el Acuerdo en forma de Canje de Notas, procedentes de las cosechas obtenidas a partir de la cosecha de 1977, están exentos de los derechos de aduana de importación en la Comunidad dentro de límite de un contingente arancelario comunitario anual de 50 000 hectolitros;

Considerando que, en virtud de las disposiciones de una declaración común de las partes contratantes que integran el citado protocolo, el cómputo de las cantidades de los productos en cuestión debe comenzar el 1 de enero de cada año; que para cumplir este compromiso conviene abrir el presente contingente para el período del 1 de noviembre de 1989 al 31 de diciembre de 1990 hasta un importe que, en aplicación de la cláusula "pro rata temporis", debe ser fijad en 58.333 hectolitros.

Considerando que estos vinos deben presentarse en recipientes con capacidad inferior o igual a 2 litros, que deben ir acompañados, sea de un certificado de denominación de origen conforme con el modelo que figura en el Anexo D de dicho acuerdo, sea, con carácter excepcional, de un documento VII o de un certificado VI2 anotado de conformidad con lo dispuesto en el artículo 9 del Reglamento (CEE) n° 3590/85⁽²⁾,

Considerando que dichos vinos deben respetar el precio franco frontera de referencia; que, para que estos vinos puedan beneficiarse del contingente arancelario, debe observarse lo dispuesto en el artículo 54 del Reglamento (CEE) n° 822/87⁽³⁾;

Considerando que el Reglamento (CEE) n° 2573/87 del Consejo, de 11 de agosto de 1987, por el que se establece el régimen aplicable a los intercambios de España y de Portugal con Argelia, Egipto, Jordania, Líbano, Túnez y Turquía⁽⁴⁾, establece que el Reino de España aplicará, a partir de la entrada en vigor de dicho Reglamento, un derecho que reduzca la diferencia entre el derecho de base y el derecho preferencial, mientras que la República

⁽¹⁾ DO n° L 297 de 21. 10. 1987, p. 36.

⁽²⁾ DO n° L 343 de 20. 12. 1985, p. 20.

⁽³⁾ DO n° L 84 de 7. 3. 1987, p. 1.

⁽⁴⁾ DO n° L 250 de 1. 9. 1987, p. 1.

Portuguesa diferirá la aplicación del régimen preferencial para los productos de que se trata hasta el inicio de la segunda etapa; que el presente Reglamento se aplicará, por tanto, a la Comunidad con exclusión de Portugal;

Considerando que procede garantizar, en particular, el acceso igual y continuo de todos los importadores de la Comunidad a dicho contingente y la aplicación, sin interrupción, del derecho previsto para dicho contingente a todas las importaciones del producto en cuestión en todos los Estados miembros hasta el agotamiento del contingente; que conviene no establecer reparto alguno entre los Estados miembros, sin perjuicio de que se libren con cargo al volumen contingentario las cantidades correspondientes a las necesidades, en las condiciones y según un procedimiento por determinar; que ese modo de gestión exige la estrecha colaboración entre los Estados miembros y la Comisión, la cual especialmente deberá poder seguir el estado de agotamiento del volumen contingentario e informar de ello a los Estados miembros;

Considerando que, al estar el Reino de Bélgica, el Reino de los Países Bajos y el Gran Ducado de Luxemburgo reunidos y representados por la Unión Económica del Benelux, las operaciones referentes a la gestión de las extracciones cargadas por dicha Unión Económica pueden ser efectuadas por cualquiera de sus miembros,

Historical Archives of the European Commission

HA ADOPTADO EL PRESENTE REGLAMENTO:

Artículo 1

1. Quedará suspendido durante el período comprendido entre el 1 de noviembre de 1989 y el 31 de diciembre de 1990, el derecho de aduana aplicable a la importación en la Comunidad, con exclusión de Portugal, para los productos mencionados a continuación, en el nivel y en el límite del contingente arancelario comunitario indicado:

Número de orden	Código NC	Designación de la mercancía	Volumen del contingente (en hectolitros)	Derecho contingentario (en %)
09.1206	ex 2204 21 25 ex 2204 21 29 ex 2204 21 35 ex 2204 21 39	— Vinos de denominación de origen que lleven los nombres siguientes: Coteaux de Teboura, Coteaux d'Utique, Sidi-Salem, Thiban, Kelibia, Mornag, gran vino Mornag, de grado alcohólico adquirido de 15 % vol o menos y que se presenten en recipientes que contengan dos litros o menos originarios de Túnez	58 333	Exención

En el límite de este contingente arancelario, el Reino de España aplicará derechos de aduana calculados con arreglo a lo dispuesto a este respecto en el Reglamento (CEE) n° 2573/87.

2. Se admitirán al beneficio de dicho contingente arancelario los vinos producidos a partir de la cosecha de 1977.

3. Dichos vinos estarán sometidos al precio franco frontera de referencia.

Para que dichos vinos puedan beneficiarse del citado contingente arancelario, deberá observarse lo dispuesto en el artículo 54 del Reglamento (CEE) n° 822/87.

4. Cada uno de dichos vinos deberá ir acompañado, cuando se importen, de un certificado de denominación de origen emitido por la autoridad tunecina competente con arreglo al modelo adjunto al presente Reglamento, y en cuya rúbrica n° 16 se haga constar que dichos vinos proceden de cosechas obtenidas a partir de la cosecha de 1977, o de un documento VI 1 o de un certificado VI 2 anotado de conformidad con lo dispuesto en el artículo 9 del Reglamento (CEE) n° 3590/85.

Artículo 2

El contingente arancelario contemplado en el artículo 1 será admitido por la Comisión que podrá tomar cualquier medida administrativa útil en aras de una gestión eficaz.

Artículo 3

Si un importador presenta en un Estado miembro una declaración de despacho a libre práctica acompañada de una solicitud de beneficio preferencial para un producto contemplado en el presente Reglamento, y si dicha declaración es aceptada por las autoridades aduaneras, el Estado miembro en cuestión procede mediante notificación a la Comisión al cargo sobre el volumen contingentario, de una cantidad correspondiente a sus necesidades.

Las solicitudes de cargo con indicación de la fecha de aceptación de las indicadas declaraciones deben ser transmitidas a la Comisión sin demora.

La Comisión procederá al cargo en función de la fecha de aceptación de las declaraciones de despacho a libre práctica por las autoridades aduaneras del Estado miembro en cuestión, en la medida que lo permita el saldo disponible.

Si un Estado miembro no utiliza las cantidades cargadas, la devolverá al volumen contingentario tan pronto como sea posible.

Si las cantidades solicitadas son superiores al saldo disponible del volumen contingentario, la atribución se hará a prorrata de las solicitudes. Los Estados miembros serán informados por la Comisión de las extracciones efectuadas.

Artículo 4

1. Los Estados miembros adoptarán todas las medidas adecuadas para que las extracciones efectuadas en aplicación del artículo 3 hagan posibles la asignaciones sin discontinuidad, del contingente comunitario.
2. Cada Estado miembro garantizará a los importadores del producto en cuestión el libre acceso al contingente mientras lo permita el saldo del volumen contingentario.
3. Los Estados miembros asignarán las importaciones del producto en cuestión a su cantidad cargada a medida que dicho producto se presente en aduana al amparo de declaraciones de despacho a libre práctica.
4. El estado de agotamiento del contingente se comprobará basándose en las importaciones asignadas en las condiciones definidas en el apartado 3.

Artículo 5

Los Estados miembros y la Comisión colaborarán estrechamente con el fin de dar cumplimiento a lo dispuesto en el presente Reglamento.

Artículo 6

El presente Reglamento entrará en vigor el 1 de Noviembre de 1989.

El presente Reglamento será obligatorio en todos sus elementos y directamente aplicable en cada Estado miembro.

Hecho en Bruselas, el

Por el Consejo

6

ANEXO

1. المصدر — Exporter — Exportateur :	2. الرقم — Number — Numéro :	00000
4. المرسل إليه — Consignee — Destinataire :	3. (Nombre del organismo que garantiza la denominación de origen)	
6. وسيلة النقل — Means of transport — Moyen de transport :	5. شهادة التسمية الاصلية CERTIFICATE OF DESIGNATION OF ORIGIN CERTIFICAT D'APPELLATION D'ORIGINE	
8. مكان الانمراع — Place of unloading — Lieu de déchargement :	7. (Nombre de la denominación de origen)	
9. عدد ونوع الطرود ، الانواع والارقام — Marks and numbers, number and kind of packages — Marques et numéros, nombre et nature des colis :	10. الوزن الخام Gross weight Poids brut	11. لترات Litres Litres
12. لترات (بالحروف) — Litres (in words) — Litres (en lettres) :		
13. تأشيرة الهيئة المرسلة — Certificate of the issuing authority — Visa de l'organisme émetteur :		
14. تأشيرة الجمارك — Customs' stamp — Visa de la douane :	(See the translation under No 15 — Voir traduction au n° 15)	

15. We hereby certify that the wine described in this certificate is wine produced within the wine district of and is considered by Tunisian legislation as entitled to the designation of origin ''.
The alcohol added to this wine is alcohol of vinous origin.

Nous certifions que le vin décrit dans ce certificat a été produit dans la zone de et est reconnu, suivant la loi tunisienne, comme ayant droit à la dénomination d'origine « ».
L'alcool ajouté à ce vin est de l'alcool d'origine vinique.

16. (1)

Historical Archives of the European Commission

يحتفظ بهذه الحانة لمعلومات أخرى من الدولة المصدرة

(1) Space reserved for additional details given in the exporting country.

(1) Case réservée pour d'autres indications du pays exportateur.

FICHE FINANCIERE

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/90)
4. Objectif : Exécution d'une obligation contractuelle (accord CEE/Tunisie)

5. Mode de calcul :

Codes NC : ex 2204 21 25; ex 29; ex 35 et ex 39

Volume du contingent : 58 333 hl (14 mois)

Droit à appliquer : exemption

Droit du T.D.C. : 14,5 et 16,9 ECU/HL

6. Perte de recettes : 845 828 ECU

Un même contingent tarifaire a été ouvert pour l'exercice 1988/89 et une perte de recettes de 725 000 ECU a été inscrite.

2205.19 → 7 793 hl → 14,5 ECU/hl

50 000 x 14,5 = 725 000 ECU

50 000 + (2/12) x 8 333 ⇒ 58 333 ECU

58 333 x 14,5 = 845 828 ECU

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission

COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS

COM(89) 277 final

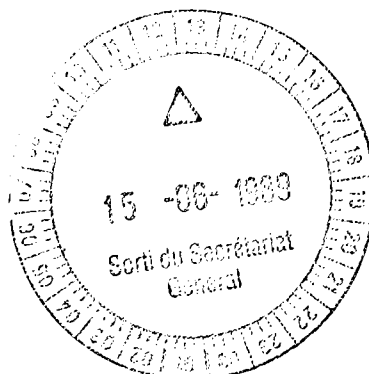
Bruxelas, 9 de Junho de 1989

Proposta de

REGULAMENTO (CEE) DO CONSELHO

relativo à abertura e modo de gestão de um contingente
pautal comunitário de certos vinhos com denominação
de origem, originários da Tunisia (1989/90)

(Apresentada pela Comissão)



EXPOSE DES MOTIFS

1. Le protocole additionnel de l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République tunisienne, prévoit en son article 3, l'ouverture d'un contingent tarifaire communautaire annuel de 50.000 hectolitres en vue de l'importation, en exemption de droits, dans la Communauté, de certains vins d'appellation d'origine, relevant des codes NC ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 et ex 2204 21 39, originaires de la Tunisie. Ces vins doivent être présentés en récipients contenant deux litres ou moins.

Toutefois, en vertu des dispositions d'une déclaration commune des parties contractantes faisant partie intégrante dudit protocole, la comptabilisation des quantités de produits en question soumis à des limites quantitatives doit débuter le 1er janvier de chaque année. Par conséquent il convient d'ouvrir le contingent en cause pour la période du 1er novembre 1989 au 31 décembre 1990 (14 mois) et d'adapter en conséquence le volume contingentaire qui, en application de la clause pro rata temporis, doit être fixé à 58 333 hl.

2. Le règlement (CEE) no. 2573/87 du Conseil, du 11 août 1987, fixant le régime applicable aux échanges de l'Espagne et du Portugal avec l'Algérie, l'Egypte, la Jordanie, le Liban, la Tunisie et la Turquie prévoit que l'Espagne,

s'applique, dès son entrée en vigueur, un droit réduisant l'écart entre le taux de droit de base et le taux du droit préférentiel tandis que le Portugal diffère, jusqu'au début de la deuxième étape, l'application du régime préférentiel pour les produits en question.

3. Dans le cas présent, il est proposé d'affecter la totalité des volumes contingentaires à la constitution d'une réserve communautaire, à la quelle auront accès tous les Etats membres selon la procédure prévue à l'article 3 du règlement proposé.

Tel est l'objet de la proposition ci-annexée.

ANNEXE : 1 proposition de règlement.

Proposta de
REGULAMENTO (CEE) Nº 89 DO CONSELHO
de

relativo à abertura e modo de gestão de um contingente pautal comunitário de certos vinhos com denominação de origem, originários da Tunísia (1989/1990)

O CONSELHO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS,

Tendo em conta o Tratado que institui a Comunidade Económica Europeia e, nomeadamente, o seu artigo 113º,

Tendo em conta a proposta da Comissão,

Considerando que o Protocolo Adicional ao Acordo de Cooperação entre a Comunidade Económica Europeia e a República da Tunísia⁽¹⁾ prevê, no seu artigo 3º, que certos vinhos com denominação de origem, dos códigos NC ex 2204 21 25, ex 2204 21 29, ex 2204 21 35 e ex 2204 21 39, originários da Tunísia, especificados no Acordo sob forma de troca de cartas, e provenientes de colheitas obtidas após a colheita de 1977, estão isentos, na importação na Comunidade, de direitos aduaneiros no limite de um contingente pautal comunitário anual de 50 000 hectolitros;

Considerando que, em virtude das disposições de uma declaração comum das partes contratantes que é parte integrante do dito protocolo a contabilização das quantidades dos produtos em questão deve ser iniciada a 1 de Janeiro de cada ano; que para ter em conta este propósito é conveniente abrir o contingente em causa para o período de 1 de Novembro de 1989 a 31 de Dezembro de 1990 para uma quantidade que, por aplicações da cláusula pro rata temporis, deve ser fixada em 58 333 hl;

Considerando que esses vinhos devem ser apresentados em recipientes de capacidade não superior a 2 litros; que esses vinhos devem ser acompanhados quer de um certificado de denominação de origem conforme ao modelo que consta do Anexo D desse Acordo quer, a título derogatório, de um documento V I 1 ou de um extracto V I 2, anotado em conformidade com o disposto no artigo 9º do Regulamento (CEE) nº 3590/85⁽²⁾;

Considerando que os vinhos em questão estão sujeitos à observância do preço franco fronteira de referência; que, para que esses vinhos possam beneficiar do contingente pautal, deve observar-se o artigo 54º do Regulamento (CEE) nº 882/87⁽³⁾;

Considerando que o Regulamento (CEE) nº 2573/87 do Conselho, de 11 de Agosto de 1987, que fixa o regime aplicável às trocas comerciais de Espanha e Portugal com a Argélia, o Egipto, a Jordânia, o Líbano, a Tunísia e a

Turquia⁽⁴⁾, prevê que o Reino de Espanha aplique, desde a sua entrada em vigor, um direito que reduza a diferença entre a taxa do direito de base e a taxa do direito preferencial, enquanto a República Portuguesa difere, até ao início da segunda etapa, a aplicação do regime preferencial para os produtos em questão; que o presente regulamento se aplica pois à Comunidade, com excepção de Portugal;

Considerando que se deve garantir, nomeadamente, o acesso igual e contínuo de todos os importadores da Comunidade a esse contingente e a aplicação, sem interrupção, da taxa prevista para esse contingente a todas as importações do produto em questão em todos os Estados-membros, até ao esgotamento do contingente; que é conveniente não prever repartição entre os Estados-membros, sem prejuízo do saque, sobre o volume contingentário, das quantidades correspondentes às suas necessidades, em condições e segundo um procedimento a determinar; que esse modo de gestão requer uma colaboração estreita entre os Estados-membros e a Comissão, a qual deve, nomeadamente, poder acompanhar o estado de esgotamento do volume do contingente e informar desse facto os Estados-membros;

Considerando que, pelo facto de o Reino da Bélgica, o Reino dos Países Baixos e o Grão-Ducado do Luxemburgo estarem reunidos e representados pela união económica do Benelux, qualquer operação relativa à gestão dos saques feitos pela referida união económica pode ser efectuada por um dos seus membros,

(*) JO nº L 250 de 1. 9. 1987, p. 1.

(1) JO nº L 297 de 21. 10. 1987, p. 36.

(2) JO nº L 343 de 20. 12. 1985, p. 20.

(3) JO nº L 84 de 7. 3. 1987, p. 1.

ADOPTOU O PRESENTE REGULAMENTO :

Artigo 1º

1. Durante o período de 1 de Novembro de 1989 a 31 de Dezembro de 1990 o direito aduaneiro aplicável na importação na Comunidade, à excepção de Portugal, aos produtos a seguir designados, é suspenso ao nível e no limite de um contingente pautal comunitário indicados a seguir :

Nº de ordem	Código NC	Designação das mercadorias	Volume do contingente (em hectolitros)	Direito do contingente (em %)
09.1206	ex 2204 21 25 ex 2204 21 29 ex 2204 21 35 ex 2204 21 39	— Vinhos com as seguintes denominações de origem : <i>Coteaux de Teboura, Coteaux d'Utique, Sidi-Salem, Kelibia, Thibar, Mornag, grand cru Mornag</i> , com um teor alcoólico adquirido não superior a 15 % vol, que se apresentem em recipientes de capacidade não superior a 2 litros, originários da Tunísia	58 333	isenção

No limite desse contingente pautal, o Reino de Espanha aplicará os direitos aduaneiros calculados em conformidade com as disposições fixadas na matéria pelo Regulamento (CEE) nº 2573/87.

2. São admitidos ao benefício do contingente pautal mencionado no nº 1 os vinhos produzidos a partir da colheita de 1977.

3. Os vinhos em causa estão sujeitos à observância do preço franco fronteira de referência.

Para que estes vinhos possam beneficiar deste contingente pautal, deve observar-se o artigo 54º do Regulamento (CEE) nº 822/87.

4. Na importação, cada um destes vinhos deve ser acompanhado quer de um certificado de denominação de origem emitido pela autoridade tunisina competente, em conformidade com o modelo anexo ao presente regulamento, que ateste, na casa nº 16, que estes vinhos são provenientes de colheitas obtidas após a colheita de 1977, quer de um documento VII ou de um extracto VI2 anotado em conformidade com o artigo 9º do Regulamento (CEE) nº 3590/85.

Artigo 2º

O contingente pautal referido no artigo anterior é gerido pela Comissão, que pode tomar todas as medidas administrativas consideradas necessárias para garantir eficazmente a respectiva gestão.

Artigo 3º

Se um importador apresentar num Estado-membro uma declaração de introdução em livre prática que inclua um pedido do benefício preferencial para um produto referido neste regulamento, e se essa declaração for aceite pelas autoridades aduaneiras, o Estado-membro em causa procederá, por via de notificação à Comissão, ao saque sobre o volume do contingente de uma quantidade correspondente a essas necessidades.

Os pedidos de saque, com a indicação da data de aceitação da referida declaração, devem ser transmitidos, sem demora, à Comissão.

Os saques são concedidos pela Comissão em função da data de aceitação das declarações de introdução em livre prática pelas autoridades aduaneiras do Estado-membro em causa, na medida em que o saldo disponível o permita.

Se um Estado-membro não utilizar as quantidades sacadas, transferi-las-á, logo que possível, para o volume do contingente.

Se as quantidades pedidas foram superiores ao saldo disponível do contingente, a atribuição será feita proporcionalmente aos pedidos. Os Estados-membros serão informados pela Comissão dos saques efectuados.

Artigo 4º

1. Os Estados-membros tomarão as medidas necessárias para que os saques efectuados em aplicação do disposto no artigo 3º, tornem possíveis as imputações, sem descontinuidade do contingente comunitário.
2. Os Estados-membros garantirão aos importadores do produto em questão o livre acesso ao contingente, tanto quanto o saldo do volume do contingente o permita.
3. Os Estados-membros procederão à imputação no seu saque das importações do produto em questão, à medida que o produto for apresentado na alfândega a coberto de declarações de introdução em livre prática.
4. A situação de esgotamento do contingente é verificada com base nas importações imputadas nas condições definidas no número anterior.

Artigo 5º

Os Estados-membros e a Comissão colaborarão estreitamente para garantir a observância do presente regulamento.

Artigo 6º

O presente regulamento entra em vigor em 1 de Novembro de 1989.

O presente regulamento é obrigatório em todos os seus elementos e directamente aplicável em todos os Estados-membros.

Feito em Bruxelas, em

Pelo Conselho

O Presidente

5

ANEXO

1. المصدر — Exporter — Exportateur :	2. الرقم — Number — Numéro :	00000	
	3. (Nome do organismo que garante a denominação de origem)		
4. المرسل إليه — Consignee — Destinataire :	5. شهادة التسمية الاصلية CERTIFICATE OF DESIGNATION OF ORIGIN CERTIFICAT D'APPELLATION D'ORIGINE		
	7. (Denominação de origem)		
6. وسيلة النقل — Means of transport — Moyen de transport :	10. الوزن الخام Gross weight Poids brut		
8. مكان الانزال — Place of unloading — Lieu de déchargement :			
9. العلامات والارقام ، عدد ونوع الطرود — Marks and numbers, number and kind of packages — Marques et numéros, nombre et nature des colis :			
12. لترات بالحروف — Litres (in words) — Litres (en lettres) :			
13. تأشيرة الهيئة المرسلة — Certificate of the issuing authority — Visa de l'organisme émetteur :			
14. تأشيرة الجمارك — Customs' stamp — Visa de la douane :	(See the translation under No 15 — Voir traduction au n° 15)		

15. We hereby certify that the wine described in this certificate is wine produced within the wine district of and is considered by Tunisian legislation as entitled to the designation of origin ''.
The alcohol added to this wine is alcohol of vinous origin.
Nous certifions que le vin décrit dans ce certificat a été produit dans la zone de et est reconnu, suivant la loi tunisienne, comme ayant droit à la dénomination d'origine « ».
L'alcool ajouté à ce vin est de l'alcool d'origine vinique.

16. (')

يحتفظ بهذه الخانة لمعلومات أخرى من الدولة المصدر

(') Space reserved for additional details given in the exporting country.

(') Case réservée pour d'autres indications du pays exportateur.

1. Ligne budgétaire concernée : Chap. 12 art.120
2. Base juridique : art. 113 du traité
3. Intitulé de la mesure tarifaire : Proposition de règlement du Conseil portant ouverture et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire de certains vins d'appellation d'origine, originaires de Tunisie (1989/90)
4. Objectif : Exécution d'une obligation contractuelle (accord CEE/Tunisie)
5. Mode de calcul :

Codes NC : ex 2204 21 25; ex 29; ex 35 et ex 39

Volume du contingent : 58 333 hl (14 mois)

Droit à appliquer : exemption

Droit du T.D.C. : 14,5 et 16,9 ECU/HL

6. Perte de recettes : 845 828 ECU

Un même contingent tarifaire a été ouvert pour l'exercice 1988/89 et une perte de recettes de 725 000 ECU a été inscrite.

2205.19 → 7 793 hl → 14,5 ECU/hl

50 000 x 14,5 = 725 000 ECU

50 000 + (2/12) x 8 333 ⇒ 58 333 ECU

58 333 x 14,5 = 845 828 ECU

FICHE D'IMPACT SUR LA COMPETITIVITE ET L'EMPLOI

Cette proposition est formulée en conformité avec un engagement contractuel de la Communauté. L'impact découlant de cette concession a été pris en considération lors de la prise de décision d'adoption de ce contingent et il n'aura pas un caractère sérieux sur la compétitivité et l'emploi dans la Communauté.

Historical Archives of the European Commission